

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Calvados

Communauté urbaine Caen la mer

\*\*\*\*\*

**Projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la commune de Bénouville**



**ENQUÊTE PUBLIQUE**

du lundi 31 octobre 2022 au vendredi 2 décembre 2022

**Partie I : rapport et annexes**

**Commissaire enquêteur :**  
Jean-Claude THOMAS

# Sommaire

<b>1 – LES GÉNÉRALITÉS</b>	<b>3</b>
1.1. Le cadre général et juridique du projet	3
1.2. L’objet de l’enquête	3
1.3. Le projet de révision allégée n° 1 du PLU	3
1.3.1. Le projet et son cadre réglementaire	3
1.3.2. La Zone d’Aménagement Concerté (ZAC) de la clôture	5
1.3.3. Les études conduites dans le cadre du projet	7
1.3.3.1. L’Étude Entrée de Ville	7
1.3.3.2. L’Étude environnementale	9
1.3.4. La concertation en amont	11
1.4. La composition du dossier d’enquête	13
<b>2 – L’ORGANISATION DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE</b>	<b>14</b>
2.1. La désignation du commissaire enquêteur	14
2.2. L’arrêté d’ouverture d’enquête	14
2.3. Les réunions tenues avec l’autorité organisatrice et la mairie de Bénouville	14
2.4. Les mesures de publicité	15
2.4.1. Les annonces légales dans la presse	15
2.4.2. L’affichage	15
<b>3 – LE DÉROULEMENT DE L’ENQUÊTE</b>	<b>15</b>
3.1. Les permanences	15
3.2. La participation du public et les observations déposées	16
3.3. Le climat général de l’enquête	16
3.4. La clôture de l’enquête publique	16
3.5. Le procès-verbal de synthèse	17
3.6. Le mémoire en réponse	17
<b>4 – LES AVIS ÉMIS PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES ET LA MRAe</b>	<b>17</b>
4.1. Les avis émis par les personnes publiques associées	17
4.2. L’avis délibéré de la MRAe	19
<b>5 – LES OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LE PUBLIC</b>	<b>22</b>
<b>6 – LES DEMANDES COMPLÉMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</b>	<b>36</b>
<b>7 – LA CLÔTURE DU RAPPORT</b>	<b>41</b>
<b>8 – LES ANNEXES</b>	<b>42</b>
8.1. L’arrêté n°A-2022-073	42
8.2. Les insertions dans la presse	46
8.3. Les certificats d’affichage	48
8.4. Le récépissé du procès-verbal de synthèse	50

## 1 – LES GÉNÉRALITÉS

### 1.1. Le cadre général et juridique du projet

Le projet concerne la commune de Bénouville située dans le département du Calvados entre Caen et Ouistreham. Elle compte une population de 2042 habitants en 2019, selon l'Insee. La commune de Bénouville a intégré le 1<sup>er</sup> janvier 2003 la Communauté d'agglomération Caen la mer devenue la Communauté urbaine Caen la mer.

La commune de Bénouville a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme le 10 janvier 2011.

Le Conseil municipal de la commune a ensuite décidé, par délibération du 6 novembre 2012, de procéder à la modification n°1 du PLU. Cette modification a été approuvée en date du 14 octobre 2013.

La Communauté urbaine Caen la mer, qui est compétente en matière d'urbanisme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, est l'autorité organisatrice de cette enquête publique.

### 1.2. L'objet de l'enquête

L'enquête porte sur le projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bénouville, prescrite par délibération du conseil communautaire de Caen la mer, en date du 3 février 2021.

L'objet de l'enquête publique est la modification du retrait obligatoire de 75 mètres le long de la RD 515 (classée voie à grande circulation).

### 1.3. Le projet de révision allégée n°1 du PLU

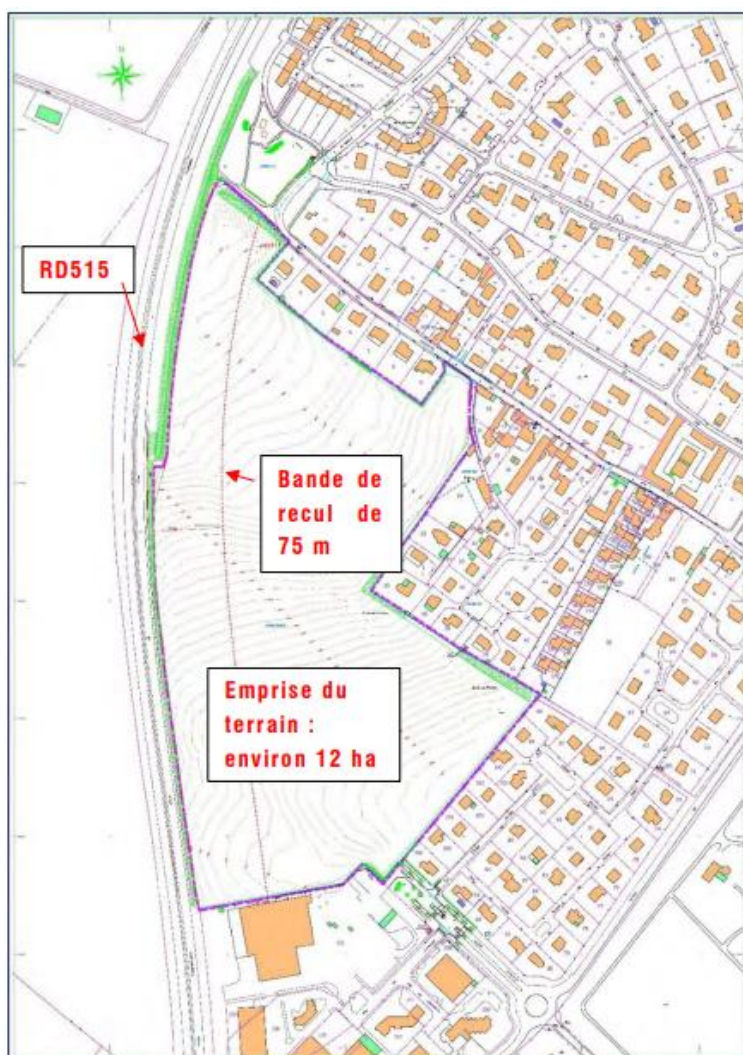
#### 1.3.1 Le projet et son cadre réglementaire

La procédure de révision allégée n°1 du PLU a pour objectif de permettre le développement du projet de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Clôture.



Elle concerne la réduction d'une marge de recul le long de la RD 515 qui relie Caen à Ouistreham et qui longe la ZAC de la Clôture. La RD 515 est située à l'ouest de la commune. Elle est classée route départementale à grande circulation avec une bande inconstructible de 75 m de part et d'autre de

l'axe de la chaussée. La révision allégée n°1 du PLU a pour objet de ramener à 40 mètres la bande d'inconstructibilité fixée réglementairement à 75 mètres.



Plan topographique (source : Étude Entrée de Ville)

Cette modification ne porte pas atteinte au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la commune de Bénouville, car elle participe au développement d'un secteur privilégié d'extension de la zone actuellement urbanisée.

L'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme prévoit, dès lors qu'il n'est pas porté atteinte aux orientations définies par le PADD, qu'une révision de PLU puisse avoir notamment pour objet « *de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels* ».

Cependant une étude d'entrée de ville, dite « Loi Barnier » est obligatoire pour expliquer la démarche. Elle doit notamment justifier du respect de la qualité architecturale et paysagère ainsi que de la prise en compte de la sécurité et des nuisances. Cette étude a été livrée en juillet 2019. Elle fait l'objet d'une analyse synthétique ci-dessous dans le paragraphe 1.3.3.1.

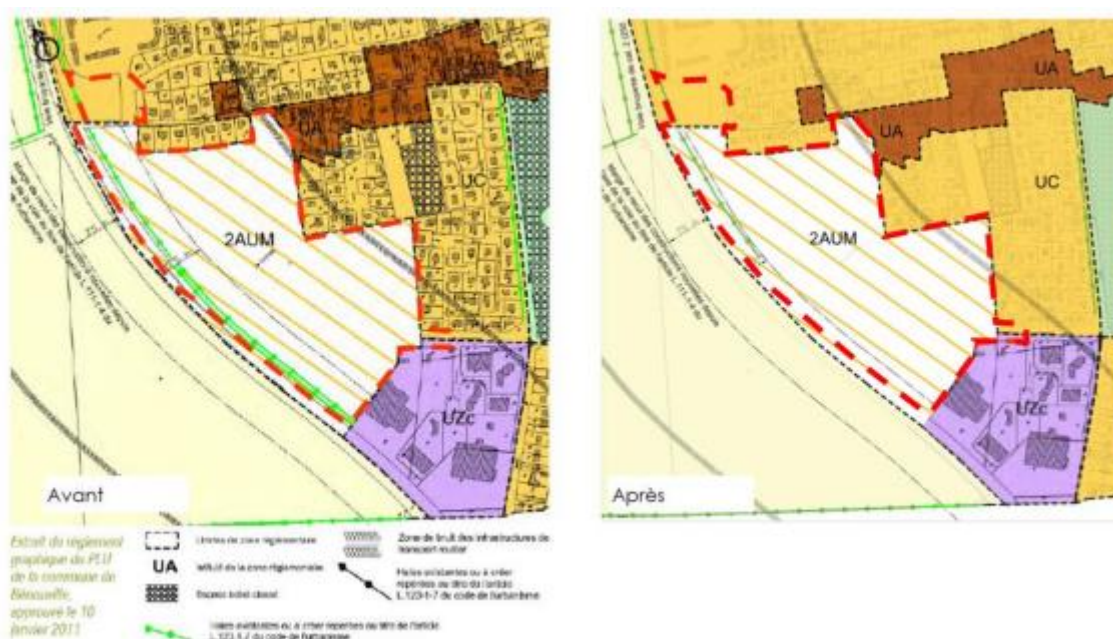


Par ailleurs, la Mission régionale d'autorité environnementale MRAe, après étude du dossier dans le cadre d'un « examen au cas par cas », a demandé la réalisation de l'évaluation environnementale de la révision allégée du PLU (Décision délibérée du 29 avril 2021). Cette étude a été livrée en mai 2022. Elle fait l'objet d'une analyse synthétique dans le paragraphe 1.3.3.2.

La MRAe a ensuite formulé un certain nombre de recommandations (Avis délibéré du 29 septembre 2022) auxquelles le porteur de projet a apporté des réponses (*voir paragraphe 4.2. L'avis délibéré de la MRAe*).

Cette révision allégée n°1 du PLU a également pour objectif de faire évoluer la zone commerciale existante et attenante à la ZAC et plus particulièrement la parcelle en zone UzC qui comporte un bâtiment en friche et des espaces extérieurs délaissés.

La réduction de la marge de recul passant de 75 à 40 m entraîne la modification suivante du règlement graphique.



*Modification des marges de recul sur le Règlement graphique (source : notice de présentation)*

Un certain nombre d'ajustements ont également été effectués sur le règlement écrit.

### 1.3.2. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la clôture

La commune de Bénouville affiche une attractivité résidentielle importante en raison de son positionnement géographique entre Caen et la mer. Elle souhaite conforter sa croissance résidentielle et développer une nouvelle offre de logements, d'équipements, et de services. La ZAC de la clôture, d'une surface d'environ 12 ha et classée actuellement en zone 2AUM, permet la conduite de ce projet. Elle est par ailleurs la dernière zone urbanisable sur la commune de Bénouville. La commune devra respecter la densité minimale de 20 logements/ha édictée par le SCoT et le Programme Local de l'Habitat (PLH). Le projet prévoit 210 logements de typologies différentes :

- 86 logements individuels,
- 78 logements libres denses (dont 18 seniors),
- 36 maisons de ville,
- 10 logements intermédiaires.

Il faut ajouter à ce programme les constructions qui accueilleront les activités de services, dont un pôle santé.

Le plan de la ZAC a été élaboré en trois tranches afin de permettre un aménagement progressif des logements, des voies de circulation et des équipements collectifs. Le plan ci-dessous reprend cette organisation en trois tranches.



Plan de programmation (source : Étude Entrée de Ville)

Les terrains situés au nord de la zone de la ZAC sont déjà urbanisés avec une bande de recul réduite par rapport à l'axe de la RD 515. Des merlons ont été édifiés afin d'atténuer les nuisances sonores.

Le projet de développement de la ZAC de la Clôture prévoit l'édification d'un merlon le long de la RD 515, dans le prolongement des écrans existants, afin de limiter au maximum le niveau des nuisances sonores. Une zone commerciale (classée en sous-secteur UZc) comportant actuellement des bâtiments en friche et des espaces bâtis délaissés est située au sud de la parcelle. La révision allégée n°1 du PLU permet également de conduire une réflexion sur les possibilités de réhabilitation de cette zone commerciale d'une surface d'environ 4.700 m².

#### **Commentaires du CE sur le projet :**

L'espace foncier de la ZAC de la Clôture, d'une superficie d'environ 12 ha, est actuellement classé en zone 2 AUM et fait encore l'objet d'une exploitation agricole. Il est enclavé, car bordé à l'ouest par la RD 515, au nord et à l'est par des secteurs urbanisés et au sud par la zone commerciale. Il représente la dernière zone urbanisable de grande surface dont dispose la commune de Bénouville pour conduire son développement. Le projet intègre également une réflexion portant sur le devenir de la zone commerciale attenante à la ZAC.

Les informations concernant les 210 logements et leur implantation sont issues de l'étude entrée de ville, pages 25 et 26. Mais les documents versés à l'enquête comprennent également une annexe transmise par la SHEMA qui fait état d'un projet de 225 logements.

### 1.3.3. Les études conduites dans le cadre du projet

Deux études ont été conduites, une étude d'entrée de ville et une étude environnementale

#### 1.3.3.1 L'Étude Entrée de Ville

Ce document, outre l'analyse du site et des orientations du projet, apporte également des justifications au regard des nuisances, de la sécurité, de l'urbanisme, des paysages et de l'architecture.

Concernant la prise en compte des nuisances sonores, il est fait état d'une étude acoustique réalisée par dB-Therm en mai 2019. L'objectif de cette étude était d'analyser l'efficacité acoustique du merlon existant (zone urbanisée située au nord de la ZAC de la Clôture) et d'évaluer le dimensionnement du nouveau merlon qui se situera dans le prolongement de l'existant. Des mesures ont été effectuées le long de la RD 515, de chaque côté du merlon existant et sur la zone de la ZAC de la clôture actuellement dépourvue de merlon.

Le paragraphe "Mesures réalisées" (page 21) indique que le niveau sonore mesuré est de l'ordre de 74 dB en haut du merlon, ce qui correspond à l'exposition sonore sans protection. Les mesures réalisées au niveau des jardins des habitations existantes ressortent à environ 57 dB (on ne précise pas à quel endroit se situent ces jardins). Le merlon existant aurait une efficacité de 10 à 13 dB.

Le paragraphe "Conclusion" (page 23) indique qu'un écran aura une efficacité maximum de 10 à 15 dB et que l'ambiance sonore sera de l'ordre de 55 à 57 dB juste à l'arrière du merlon à une distance de 45 m de la voirie. Cette situation justifie l'application de mesures particulières d'isolation des façades des habitations, en fonction de leur orientation et de leur exposition au bruit. Il est précisé, à titre de comparaison, que l'ambiance sonore d'une petite commune de campagne est de l'ordre de 40 dB le jour et 30 dB la nuit. L'exemple de la ville de Caen est indiqué avec un bruit ambiant extérieur de l'ordre de 45 dB au minimum.



Carte des mesures réalisées sur le terrain (source : Étude Entrée de Ville page 21)



*Schéma d'implantation d'un merlon (source : Étude Entrée de Ville)*

L'étude de circulation réalisée par TRANSITEC, de mai à juin 2019, indique que le trafic routier supplémentaire généré par la réalisation de la ZAC de la Clôture ainsi que la redynamisation de la zone commerciale ne déstabilisera pas la situation actuelle organisée autour de la RD 514 et l'avenue de Caen. Il est par ailleurs noté que la réalisation du projet permettra de connecter les voies cyclables existantes.

Pour ce qui est de la prise en compte de la qualité de l'urbanisme, l'étude apporte un certain nombre de garanties qui doivent permettre de « relever le défi de la densité tout en préservant l'identité de *village* de la commune ». Plusieurs réflexions ont été conduites notamment sur les accès, les liaisons douces et les circulations.

Concernant la prise en compte de la qualité paysagère, la végétalisation du « versant est » du nouveau merlon permettra un gain en biodiversité sur le site et la création de nouveaux corridors écologiques. Il n'est pas prévu de végétalisation sur la partie haute du merlon, puisqu'elle favorise la diffusion du bruit lorsqu'elle est située à proximité de la source sonore.

Par ailleurs, le projet propose plusieurs espaces verts, des espaces communs ainsi qu'un dispositif innovant de gestion des eaux pluviales.

Enfin concernant la prise en compte de la qualité architecturale, le projet vise à assurer la qualité architecturale et paysagère tout en permettant une approche innovante et contemporaine. Le nouveau quartier sera économe en énergie.

#### **Commentaires du CE sur l'Étude Entrée de Ville :**

Le document est bien construit et assez bien argumenté. Il traite les différents aspects du projet en apportant des justifications sur les prises en compte des nuisances sonores, du trafic routier, de la qualité de l'urbanisme, de la qualité paysagère ainsi que de la qualité architecturale. On note toutefois quelques insuffisances.

Pour ce qui est des nuisances sonores, l'étude entrée de ville prend appui sur une étude réalisée en mai 2019 par "dB-Therm". Il aurait été d'ailleurs très intéressant de disposer de l'intégralité de cette étude.

Elle relève un niveau sonore élevé de l'ordre de 74 dB en haut du merlon existant, ou en l'absence de protection. Cette nuisance sonore est due à la proximité immédiate de la RD 515 qui est classée route à grande circulation.

L'étude indique également que l'efficacité du merlon est de l'ordre de 10 à 13 dB, ce qui conduit à un niveau résiduel de nuisance sonore encore élevé qui normalement devrait être supérieur à 60 dB. Or curieusement un tableau, qui manque par ailleurs de lisibilité, fait ressortir des valeurs de l'ordre de 55 à 57 dB, mais relevées juste derrière le merlon à 45 mètres de la chaussée, situation qui doit assurer



une protection optimale. Il aurait été intéressant d'observer l'évolution de la courbe lorsque l'on sort de la zone de protection immédiate apportée par l'ouvrage.

L'Organisation mondiale de la santé précise qu'un niveau sonore supérieur à 53 dB (pour le bruit routier) est associé à des effets néfastes sur la santé. Ce seuil est fixé à 45 dB en période nocturne.

L'étude entrée de ville précise, page 23, l'ensemble des normes renforcées qui devront être appliquées aux façades des constructions en fonction de leur exposition. Lorsque l'on regarde les différents plans d'implantation des constructions (pages 25 et 30) on constate qu'elles disposent toutes de jardins qui resteront totalement exposés au bruit.

On note également que ce document ne donne aucune indication sur l'importance du trafic routier enregistré sur la RD 515, qui est pourtant à l'origine de nuisances sonores et de pollution atmosphérique. Ce dernier point bien qu'important n'est d'ailleurs pas traité.

Pour ce qui est de l'étude de circulation à l'intérieur de la commune, il n'est pas indiqué que le trafic enregistré sur la RD 514, qui traverse la commune, est déjà important avec un risque de saturation qui ne doit pas être sous-estimé.

### 1.3.3.2. L'étude environnementale

La réalisation de l'étude environnement répond à une demande formulée par MRAe.

Concernant le trafic routier, l'étude s'appuie sur les données fournies par le Conseil départemental du Calvados qui comptabilisent un flux/jour de l'ordre de 41000/43000 véhicules. Elle précise que les chiffres retenus pour l'étude acoustique réalisée en 2019 (25.000 véhicules/jours) n'étaient pas datés et devaient être particulièrement anciens ...

Concernant les nuisances sonores, l'étude environnementale prend appui sur la carte de bruit de 3<sup>ème</sup> échéance réalisée par le DDTM du Calvados (cette carte reprise page 24 est malheureusement illisible). Il est indiqué que la partie de la ZAC située à proximité de la RD 515 est exposée à des valeurs entre 66 et 70 dB qui s'atténuent avec la distance et représentent entre 60 et 65 dB en milieu de parcelle pour atteindre 55 à 60 dB en limite est au niveau des habitations existantes. L'effet du merlon est perceptible sur la carte, car la zone urbanisée où il est implanté est moins impactée que la ZAC qui actuellement n'en est pas pourvue.

Concernant l'analyse des incidences environnementales et mises en perspectives, un tableau a été réalisé afin de lister les incidences directes et indirectes et évaluer le niveau d'incidence négative. Le niveau d'incidence négative est illustré au moyen de codes couleurs :

- **Vert** : Niveau d'incidence négative nul à négligeable
- **Orange** : Niveau d'incidence négative moyen
- **Rouge** : Niveau d'incidence négative élevé

Les résultats de l'analyse sont les suivants :

<b>Analyse des incidences directes et indirectes</b>	
<u>Environnement – Milieux naturel et Trame Verte et Bleue (TVB)</u>	
La révision allégée du PLU prend-elle en compte la préservation (voire un renforcement) de la biodiversité et de la TVB ?	
<u>Paysage/cadre de vie</u>	
La révision allégée, et notamment la réduction de la bande d'inconstructibilité, engendre-t-elle des impacts forts et potentiellement négatifs sur le paysage ?	
L'intégration du projet par rapport à l'existant et la qualité de l'entrée de ville sont-elles prises en compte ?	

### Pollutions sonores et atmosphériques

La révision allégée prend-elle en compte la limitation/réduction des nuisances sonores ?

**Le texte ci-dessous est la reprise intégrale du tableau conclusif de la page 74**

Dans l'état actuel des connaissances, les secteurs situés à proximité de la RD 515 sont, de fait, impactés par des nuisances sonores et une pollution atmosphérique (Nox) liée au trafic routier (cf. cartographie de bruit 3ème échéance réalisée en 2019 par la DDTM et travaux d'Atmo Normandie présentés ci-dessus).

**Néanmoins, plusieurs hypothèses crédibles, s'appuyant sur des tendances lourdes, viennent relativiser le scénario d'une aggravation du bruit et de la pollution à proximité de la RD 515 :**

- Une conversion amorcée du parc automobile vers l'électrique (et moins de diesel)
- Une modification des pratiques de mobilité (modes doux, transports en commun...) et un besoin potentiellement moindre de déplacements (télétravail), encouragés par les politiques nationales (loi climat et résilience), traduites localement (SCoT, PCAET, SDE, futur PLUI...)

**S'ajoute à cela plusieurs principes d'aménagement souhaités par la collectivité pour amoindrir les impacts potentiels auxquels peuvent être exposés les habitants futurs et actuels :**

- L'aménagement d'un merlon dans la continuité de l'existant jouant le rôle d'écran sonore et dont les habitants actuels seront aussi bénéficiaires
- De principes d'aménagement qui favorisent
  - Les modes de déplacement doux (in situ et vers la voie verte),
  - Une réduction de la vitesse des voitures (voies partagées, dimensionnement et tracé des voies...).

Rappelons également que La révision ne porte que sur la réduction de la bande d'inconstructibilité depuis la RD 515, et l'exposition aux polluants atmosphériques et aux bruits sera vraisemblablement similaire à 40 m ou à 75 m de la voie.

**Ainsi, l'impact de la révision allégée du PLU sur l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques et sonores est à relativiser fortement.**

L'étude conclut également à l'absence d'incidence de la révision du PLU sur le réseau Natura 2000 (ZSC Baie de Seine Orientale, ZPS Littoral Augeron, ZPS de l'Estuaire de l'Orne) en raison de l'éloignement du projet des sites concernés ainsi que de l'ampleur limitée des modifications faisant l'objet du projet.

Il ressort également de l'étude environnementale que le projet de révision allégée n°1 du PLU est compatible avec les documents de portée supérieure, à savoir :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité des Territoires (SRADDET Normandie) ;
- Le SCoT du Pôle Métropolitain de Caen la mer.

Enfin, l'étude environnementale insiste sur la mise en place d'indicateurs de suivi (page 64). Ces indicateurs porteraient notamment sur le niveau sonore à 40 mètres du merlon, sur les éventuelles plaintes pour nuisances sonores reçues en mairie de Bénouville ainsi que sur l'évolution du trafic sur la RD 515.

#### **Commentaires du CE sur l'Étude environnementale :**

L'étude environnementale s'est attachée, à partir de la réalisation d'un état initial de l'Environnement, à analyser les incidences de la révision du PLU sur les différentes composantes de l'environnement. Elle arrive à la conclusion que, pour les différents éléments analysés, les incidences environnementales se situent à un niveau situé dans la fourchette « nul à négligeable » caractérisé par la couleur verte.

Mais la problématique principale de ce projet, sur laquelle la MRAe avait demandé notamment de mettre l'accent, reste celle de la pollution sonore et atmosphérique. Le sujet a été traité de la page 21 à la page 29.

L'étude précise que :

- la ZAC de la Clôture est située dans sa quasi-totalité dans une zone de bruit, de par la présence de la RD 515,
  - que les sources sonores existent de jour comme de nuit,
  - que cette zone de bruit impose dans une bande de 250 mètres de part et d'autre de la chaussée des normes d'isolation acoustique renforcées pour les constructions,
  - que le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de Caen la mer, n'a pas identifié le tronçon de la RD 515 sur la commune de Bénouville en "zone de bruit".
- Cela était vrai dans la version du PPBE à partir de laquelle l'étude environnementale a été conduite. Le PPBE vient de connaître une actualisation et le tronçon de la RD 515 longeant la ZAC de la Clôture est maintenant bien classé en "zone de bruit". Dans l'ancienne version, il était aussi indiqué que la RD 515 était classée en zone à "enjeux faibles". Elle est maintenant classée en zone à "enjeux moyens".

Concernant l'exposition des populations aux pollutions, il est indiqué que "Aucune donnée localisée de pollution atmosphérique n'est disponible au niveau du site étudié".

Néanmoins l'étude indique que le long des axes routiers les plus fréquentés de l'agglomération caennaise, notamment la RD 515 au niveau du secteur du projet, on enregistre des concentrations de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et de particules fines (PM 10). Elle précise également qu'il devra être tenu compte de cette pollution existante et qu'il faudra anticiper les potentielles augmentations de pollution dans le cas d'une intensification des flux de véhicules thermiques (programmes de construction de logement sur la commune de Bénouville et les communes avoisinantes).

En conclusion (page 29) il est précisé que " ... le contexte très routier (lié à la RD 515) du site considéré induit de fait un risque d'exposition des populations aux pollutions atmosphériques et notamment PM 10 et dioxyde d'azote".

L'étude environnementale indique toutefois, en conclusion (tableau page 74), que l'impact de la révision du PLU (donc de la réduction de la bande d'inconstructibilité) sur l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques et sonores est à relativiser fortement.

Cette conclusion semble un peu optimiste au regard de ce qui précède. Pour arriver à ce niveau de conclusion, elle prend appui sur un certain nombre d'hypothèses qui ne sont pas acquises.

Il est également intéressant de lire attentivement la conclusion générale de la page 77. Il est écrit "*Dans le cadre de ladite procédure, la réduction de la bande d'inconstructibilité de 75 m pourrait avoir des impacts sur l'exposition des populations actuelles et nouvelles aux pollutions sonores et atmosphériques, dans le cas d'un flux similaire ou plus important, et sans conversion du parc automobile vers des véhicules plus propres et moins bruyants*".

#### 1.3.4. La concertation en amont

Le Conseil communautaire de Caen la mer a approuvé, lors de la séance du 30 juin 2022, l'ensemble du bilan de la concertation. L'extrait du registre des délibérations figure dans le dossier d'enquête.

Il est rappelé que :

- La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Clôture a été créée par délibération du conseil municipal de Bénouville le 18 novembre 2019 ;
- Le projet de la Clôture est un secteur d'une superficie d'environ 12 ha qui pourra accueillir 210 nouveaux logements, maximum, complété par la dynamisation de l'espace commercial vieillissant attenant ;

- Le périmètre de la ZAC est actuellement classé en zone 2AUM au PLU de la commune ;
- Une procédure de modification pour ouverture à l'urbanisation a été engagée par délibération du conseil communautaire le 12 décembre 2019 ;
- L'objet de la révision allégée du PLU est de ramener à 40m la bande de recul des constructions située sur la frange ouest de la ZAC qui longe la RD 515, classée axe routier de grande circulation.

La concertation a été conduite à un double niveau :

- Par la commune, dans le cadre du dossier de création de la ZAC,
- Par Caen la mer, dans le cadre du projet de révision allégée n°1 du PLU.

Il est indiqué que les deux étapes de concertation se sont succédées et complétées.

- a) Modalités de concertation préalable dans le cadre de la création de la ZAC de la Clôture
  - Mise à disposition d'un dossier de présentation du projet ainsi que les travaux réalisés dans le cadre d'ateliers participatifs ;
  - Mise à disposition d'un registre, du 19 mars au 20 avril 2018 aux jours et heures d'ouverture de la mairie, afin de permettre au public de déposer une contribution.
- b) Modalités de la concertation pour la révision allégée n°1 du PLU
  - Mise en place d'une page dédiée au projet via une plateforme numérique participative permettant aux habitants de poser des questions, donner leurs avis et proposer des idées ;
  - Mise à disposition d'un registre destiné à recueillir des observations, en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté urbaine Caen la mer ;
  - Création d'une page dédiée sur le site internet de la commune, informant des évolutions de la procédure et des modalités de concertation.

La délibération de prescription de la révision allégée n°1 du PLU du 28 janvier 2021 a été affichée en mairie et un avis administratif a été publié dans le journal Ouest France, en date du 11 février 2021.

Deux observations ont été envoyées par courrier électronique, et annexées dans les registres papier, par les associations « H2 eaux » et "Bénouville environnement". Une observation a été adressée via le site internet de la commune de Bénouville.

Le bilan de la concertation indique qu'elle a permis de clarifier les points suivants :

- Mise en place de mesures pour lutter contre la pollution sonore et atmosphérique ;
- Précisions sur le programme de la ZAC en termes de mobilité douce, cheminements piétonniers et cyclables, accompagnement paysager et densité de l'habitat ;
- Précisions sur la procédure de révision allégée du PLU et la hiérarchie des normes réglementaires ;
- Suppression des terres agricoles.

En conclusion, il est retenu que :

- La mutualisation de la concertation communale et de la concertation communautaire a permis un travail efficace, une mise en commun des remarques et des observations et une vision commune du développement du secteur ;
- Le bilan de la concertation pour la révision allégée n°1 du PLU de Bénouville n'est pas de nature à remettre en cause le projet présenté, au contraire il va permettre de l'améliorer.



**Commentaires du CE sur la concertation :**

Les actions menées illustrent la volonté évidente d'une véritable concertation du public pour la concrétisation du projet. On note toutefois une faible participation.

Ce même public a également été quasi-absent lors de l'enquête publique, bien que s'étant largement informé sur le dossier mis en ligne. En revanche, plusieurs associations locales, qui avaient participé à la concertation, ont porté des observations sur les registres d'enquête lors de l'enquête publique. La lecture de ces observations conduit au constat que, en dépit d'une concertation qui semble correctement conduite, il existe encore de nombreux points d'incompréhension et d'opposition, notamment sur le sujet des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique.

**1.4. La composition du dossier d'enquête**

Le dossier mis à disposition du public contenait les pièces suivantes :

**Pièces techniques concernant la révision allégée n°1 du PLU :**

- La notice de présentation du projet,
- L'étude Entrée de Ville,
- L'étude environnementale,
- Un extrait du plan de zonage indiquant la modification graphique (avant/après),
- Une note de présentation (art.R.123-8 alinéa 2 du code de l'environnement),

**Avis des PPA et de la MRAe :**

- Avis de la Chambre des métiers et de l'artisanat,
- Avis de la Chambre d'agriculture du Calvados,
- Avis de l'INAO,
- Avis du SCoT,
- Avis de la CCI Caen Normandie,
- Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
- Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 27 septembre 2022,
- Avis de la MRAe en date du 29 avril 2022,
- Avis de la MRAe en date du 29 septembre 2022,

**Pièces administratives :**

- Les registres d'observations en format papier ;
- L'extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire Caen la mer, du 3 février 2021, prescrivant la révision allégée n°1 du PLU,
- L'extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire Caen la mer, du 6 juillet 2022, arrêtant et tirant le bilan de la concertation,
- L'arrêté n°A-2022-073, du 12 octobre 2022, portant ouverture et organisation de l'enquête publique ;
- Une note de procédure (art. R.123-8 du code de l'environnement),
- L'avis d'enquête publique (par voie d'affichage),
- La copie des insertions dans la presse.

**Commentaires du CE sur le dossier d'enquête :**

L'ensemble des pièces composant le dossier d'enquête permettait une bonne lecture et une bonne compréhension du projet. Le dossier correspondait à ce qui est attendu dans le cadre d'une procédure de cette nature. On peut toutefois regretter le caractère "ancien" de certains documents (Étude entrée de ville réalisée en 2019) ainsi que l'illisibilité de certaines illustrations.

## **2 – L'ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

### **2.1. La désignation du commissaire enquêteur**

Par courrier enregistré le 8 septembre 2022, le Président de la Communauté urbaine Caen la mer, autorité organisatrice de l'enquête, a sollicité auprès du tribunal administratif de Caen la désignation d'un commissaire enquêteur, en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : *la révision allégée n°1 du PLU de Bénouville*.

Par décision du 13 septembre 2022, j'ai été désigné par le Président du tribunal administratif de Caen pour conduire cette enquête publique.

### **2.2. L'arrêté d'ouverture d'enquête**

Par arrêté n°A-2022-073 signé en date du 12 octobre 2022, le Président de la Communauté urbaine Caen la mer a ordonné l'ouverture de l'enquête publique, pour une durée de 33 jours, du lundi 31 octobre 2022 à 10h00 jusqu'au vendredi 2 décembre 2022 à 16h30. (*voir annexes*)

### **2.3. Les réunions tenues avec l'autorité organisatrice et la mairie de Bénouville**

À la suite de la décision de désignation du tribunal administratif de Caen, un contact a été pris avec Mme Mélanie BLANCHET, en charge du dossier à la Communauté urbaine Caen la mer.

Le vendredi 7 octobre 2022, une réunion téléphonique a été organisée avec Mme Mélanie BLANCHET, Mme Clémentine LE MARREC, maire de Bénouville et Mme Évelyne LÉGER-FALAISE en charge de l'urbanisme à la mairie de Bénouville. L'objectif de cette réunion était de stabiliser les différents points permettant d'engager la rédaction de l'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête ainsi que les avis d'information du public (affichage et insertions dans la presse) :

- Les dates de l'enquête publique ;
- La détermination des jours et horaires des quatre permanences, afin de faciliter l'expression du public ;
- L'information réglementaire du public, par voie de presse ;
- L'information du public, sur le territoire communal et à la Communauté urbaine, par voie d'affichage ;
- La liste des pièces qui seront mises à disposition du public, sous formes papier et électronique.

Le mercredi 12 octobre 2022 dans la matinée, je me suis rendu au siège de la Communauté urbaine Caen la mer où j'ai rencontré Mme Mélanie BLANCHET. Elle m'a présenté le projet et m'a ensuite remis une version papier du dossier d'enquête, dont elle a commenté les différentes pièces le composant.

Le même jour, en début d'après-midi, je me suis rendu en mairie de Bénouville où j'avais rendez-vous avec Mme LE MARREC, en présence de Mme LÉGER-FALAISE. Mme LE MARREC m'a présenté le projet et communiqué un certain nombre d'informations sur la commune.

Nous avons ensuite visité la salle du conseil municipal qui sera mise à la disposition de l'enquête publique pour recevoir le public et nous en sommes rendus à l'entrée du site de la ZAC de la Clôture.

Un agent d'entretien utilisait un engin à moteur à proximité de l'endroit où nous nous trouvions, ce qui couvrait le bruit venant de la RD 515. Je suis donc retourné sur le site avant la tenue permanence du 2 décembre 2022. Je me suis également rendu rue des Longs Champs qui est située derrière le merlon existant, afin de me faire une idée du niveau de pollution sonore.

## 2.4. Les mesures de publicité

### 2.4.1. Les annonces légales dans la presse (*voir annexes*)

#### 1<sup>er</sup> avis

- Liberté Le bonhomme libre, édition du jeudi 13 octobre 2022
- Ouest-France, édition du jeudi 13 octobre 2022

#### 2<sup>d</sup> avis

- Liberté Le bonhomme libre, édition du jeudi 3 novembre 2022
- Ouest France, édition du jeudi 3 novembre 2022

### 2.4.2. L'affichage

L'affichage a été mis en place sur les panneaux de la commune de Bénouville, situés aux abords de la mairie, ainsi qu'au siège de la Communauté urbaine Caen la mer.

Des certificats d'affichage ont été établis par la mairie de Bénouville et la Communauté urbaine Caen la mer. (*voir annexes*)

#### **Commentaires du CE sur les annonces légales et l'affichage :**

Les avis ont été publiés dans le respect de la réglementation. Les annonces étaient conformes aux textes et ont permis une bonne information du public.

L'affichage a été réalisé sur les emplacements habituellement utilisés pour la diffusion des informations, tant à la mairie de Bénouville, qu'au siège de la Communauté urbaine Caen la mer. Il était donc parfaitement visible pour le public. Un déposant a déploré l'absence d'affichage sur le site de la ZAC de la Clôture. Sa remarque ayant été consignée sur un registre a fait l'objet d'une réponse de la part du porteur du projet.

## 3 - LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

### 3.1. Les permanences

Quatre permanences se sont tenues à la mairie de Bénouville. La salle du conseil municipal a été mise à la disposition de l'enquête et les conditions d'accueil du public ont été tout à fait satisfaisantes.

Permanences	Horaire prévu	Horaire effectif	Nbre de personnes rencontrées
Lundi 31 octobre 2022	10h00 à 12h00	10h00 à 12h00	0
Samedi 12 novembre 2022	10h00 à 12h00	10h00 à 12h00	1
Mercredi 23 novembre 2022	14h00 à 17h30	14h00 à 17h30	0
Vendredi 2 décembre 2022	14h00 à 16h30	14H00 à 16H30	2

### 3.2. La participation du public et les observations déposées

La participation du public, pendant les permanences, a été quasi inexistante. Les 3 visites en permanence ont été effectuées par des représentants d'associations locales.

En revanche les consultations du dossier, réalisées en ligne via le registre dématérialisé, ainsi que les téléchargements de documents ont été particulièrement importants. On enregistre les chiffres suivants :

- 585 visites sur le site ;
- 274 visiteurs ont téléchargé au moins un document ;
- 357 téléchargements ont été réalisés.

On peut donc en déduire que le public s'est largement informé, même s'il ne s'est pratiquement pas exprimé au titre des contributions.

### 3.3. Le climat général de l'enquête

Toutes les conditions ont été prévues pour offrir à chacun la possibilité de s'exprimer de manière complète et libre :

- au moyen des registres papier mis à disposition du public au siège de la Communauté urbaine ainsi qu'à la mairie de Bénouville,
- au moyen du registre numérique dématérialisé accessible via l'adresse <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>,
- Par mail à l'adresse suivante : [enquête-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquête-publique-4267@registre-dematerialise.fr),
- par courrier postal adressé au commissaire enquêteur à la mairie de Bénouville,
- au cours des quatre permanences, dont les jours avaient été choisis pour favoriser la participation du public.

#### **Commentaire du CE sur l'adresse de messagerie :**

L'adresse indiquée pour l'envoi de mails comportait une erreur rendant impossible son utilisation. En effet, l'accent circonflexe présent sur le mot "enquête" rendait cette adresse inopérante. Bien que regrettable, on peut considérer que cette erreur n'a pas porté atteinte à la bonne expression du public, en raison de la diversité des moyens mis à sa disposition avec notamment un registre électronique, très largement utilisé en consultation qui permettait, à ceux qui le souhaitaient, de déposer facilement une contribution.

Tous les échanges ont été cordiaux. L'enquête s'est donc déroulée dans un bon climat et aucun incident n'est à signaler.

### 3.4. La clôture de l'enquête publique

Conformément aux dispositions de l'arrêté n°A-2022-073, portant ouverture et organisation de l'enquête publique et signé par Monsieur le Président de la Communauté urbaine Caen la mer, j'ai clôturé l'enquête le vendredi 2 décembre 2022 à 16h30.

Depuis cette date, je suis en possession des deux registres papier (Mairie de Bénouville et siège de la Communauté urbaine Caen la mer) que je restituerai lors de la remise du rapport et de mes conclusions.



**Commentaires du CE sur le déroulement de l'enquête :**

Les conditions matérielles d'organisation ont été excellentes. Les moyens consacrés à l'information et à l'expression du public ont été conformes aux dispositions réglementaires. Aucun incident de nature à perturber le déroulement de l'enquête n'est à signaler.

**3.5. Le procès-verbal de synthèse**

Le Procès-Verbal de Synthèse a été remis et commenté par mes soins le vendredi 9 décembre 2022 à Mme Mélanie BLANCHET, Chargée de mission planification urbaine à la Direction de l'urbanisme de la Communauté urbaine Caen la mer, en présence de Mme Clémentine LE MARREC, Maire de Bénouville, et de Mme Évelyne LÉGER-FALAISE, rédacteur principal à la mairie de Bénouville. (voir annexes)

**3.6. Le mémoire en réponse**

Le mémoire en réponse m'a été adressé le jeudi 22 décembre 2022 par voie électronique. Parallèlement à cet envoi électronique, une version papier m'a également été adressée par pli recommandé. Il apporte des réponses aux avis émis par les Personnes Publiques Associées et la MRAe (voir 4 - Les avis émis par les Personnes Publiques Associées et la MRAe), aux observations du public (voir 5 - Les observations formulées par le public), ainsi qu'aux questions que j'ai posées (voir 6 - Les demandes complémentaires du commissaire enquêteur).

Toutes les réponses apportées par le porteur du projet sont reprises intégralement dans le présent document, en couleur verte et sous forme de copier/coller.

**4 - LES AVIS ÉMIS PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES ET LA MRAe****4.1. Les avis émis par les Personnes Publiques Associées**

Le dossier a été adressé, mi-juillet 2022, aux Personnes Publiques Associées.

Organismes	Avis/observations	Réponses du porteur du projet
<b>Chambre d'Agriculture du Calvados</b>	<b>Avis favorable</b> en date du 4 août 2022.  La Chambre d'Agriculture ne formule pas de remarque particulière, considérant que la réduction de la bande d'inconstructibilité de 75 à 40 mètres favorisera l'optimisation du foncier consommé.	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>
<b>Chambre des métiers et de l'artisanat Normandie</b>	<b>Avis favorable</b> en date du 11 août 2022.  Il est indiqué que la prise en compte des besoins des artisans dans l'élaboration des documents d'urbanisme est de nature à concourir à la préservation et au développement des activités, ainsi	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>

	qu'à l'installation de nouvelles entreprises.	
<b>SCoT - Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole</b>	<p>Un document de 3 pages a été rédigé par le SCoT en date du 22 septembre 2022.</p> <p>Il analyse un certain nombre d'éléments techniques figurant dans le dossier. Il est indiqué que le projet de révision allégée n°1 du PLU est compatible avec les orientations du SCoT. <u>La quatrième partie du document consacrée à l'avis n'est pas renseignée</u>, mais le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 27 septembre 2022 fait état d'un <b>avis favorable</b> qui aurait été donné verbalement sans remarque particulière.</p>	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>
<b>Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie</b>	<p><b>Avis favorable</b> en date du 29 septembre 2022.</p> <p>La CCI a indiqué, lors de la réunion d'examen conjoint, que la réduction des marges d'inconstructibilité de long de la RD515 n'impacte pas la zone commerciale</p>	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>
<b>Direction départementale des territoires et de la mer</b>	<p>La DDTM a adressé, en date du 12 octobre 2022, une réponse commune aux projets de modification n°2 et de révision allégée n°1 du PLU.</p> <p>Un <b>avis favorable</b> est donné au projet de révision allégée n°1 du PLU. Il est précisé que le dossier n'appelle pas de remarque particulière de l'État.</p>	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>
<b>Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)</b>	<p>Mail adressé à une date ne figurant pas sur le document.</p> <p>Il est indiqué qu'après analyse et vérification du dossier, il n'y a pas d'objection à formuler à l'encontre du projet dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des productions sous signe de qualité concernées.</p>	<i>Cet avis n'appelle pas de réponse du porteur du projet.</i>

**Commentaires du CE sur les avis des Personnes Publiques Associées :**

Les PPA qui se sont exprimés ont tous émis un avis favorable au projet.

Ceux d'entre eux qui ont accompagné leur avis d'un commentaire ne se sont pas engagés sur le sujet des enjeux sanitaires du projet. Il est vrai qu'ils ne pouvaient pas disposer de l'avis délibéré de la MRAe, rendu le 29 septembre 2022.

Si le SCoT n'a pas formellement rendu d'avis favorable par écrit, le document versé au dossier fait état d'un projet compatible avec ses orientations et le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint mentionne un avis favorable donné verbalement.

La Communauté urbaine Caen la mer et la commune de Bénouville ont organisé le 27 septembre 2022 une réunion d'examen conjoint du projet avec les Personnes Publiques Associées.

<p>Le procès-verbal note la présence des organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SCoT – Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole,</li> <li>• Direction Départementale des Territoires et de la Mer,</li> <li>• Chambre d'Agriculture du Calvados,</li> <li>• Département du Calvados,</li> <li>• Chambre de Commerce et d'Industrie Caen Normandie.</li> </ul>	
Points d'échanges venant en complément des éléments repris dans les avis transmis par écrit	Extraits du tour de table (Sur la base du procès-verbal de la réunion joint au dossier d'enquête)
<b>Département du Calvados</b>	Exprime le souhait que le pied de talus du merlon soit en recul de 5m par rapport à la RD 515 afin que son accès et son entretien soient exclusivement réalisés depuis le domaine privé.
<b>Direction Départementale des Territoires et de la Mer</b>	Interpelle le Conseil départemental afin de savoir s'il a réfléchi à la mise en place de mesures particulières susceptibles de réduire le bruit engendré par la circulation routière sur la RD 515.

#### **Commentaires du CE sur la réunion d'examen conjoint du 27 septembre 2022 :**

La tenue de cette réunion témoigne de la volonté d'échanges transparents de la commune de Bénouville et de la Communauté urbaine Caen la mer avec les différents interlocuteurs sollicités pour le projet. La gestion des nuisances liées au bruit généré par la proximité de la RD 515, constituant l'une des difficultés majeures de ce projet, on note un échange intéressant intervenu entre la DDTM et le Conseil départemental du Calvados en charge de cet axe de circulation.

Si la réalisation d'un merlon, selon des modalités qui restent encore à affiner, apporte une partie de la réponse au traitement de la nuisance sonore, elle ne saurait en effet à elle seule permettre d'abaisser les données enregistrées pour les amener à des niveaux plus confortables.

#### **4.2. L'avis délibéré de la MRAe**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale a été saisie d'une demande d'examen au cas par cas par le Président de la Communauté urbaine Caen la mer, le 4 mars 2021. Elle a rendu une décision en date du 29 avril 2021 indiquant que la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Bénouville est soumise à **évaluation environnementale**.

Cette décision précise dans son article 2 :

*« En fonction des informations fournies dans le dossier de demande d'examen au cas par cas, l'évaluation environnementale doit en particulier porter sur les impacts potentiels du projet de révision sur la santé humaine, notamment les nuisances sonores et l'exposition aux pollutions, ainsi que sur l'artificialisation des sols, ceci sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ».*

L'étude environnementale ainsi que les autres pièces du dossier ont été transmises à la MRAe qui en a accusé réception le 12 juillet 2022. Elle a procédé à leur analyse et rendu un avis délibéré en date du 29 septembre 2022.

Les recommandations formulées par la MRAe sont reprises intégralement dans le tableau ci-dessous. Il en est de même pour les réponses apportées par le porteur du projet :

Synthèse de l'avis délibéré de la MRAe		
	Recommandations formulées par la MRAe	Réponses du porteur du projet
Démarche d'évaluation environnementale	L'autorité environnementale recommande de présenter les éventuelles variantes d'aménagement avec des bandes de recul fixées à 40 ou 75 mètres, ainsi que leurs incidences négatives comme positives, en particulier pour la solution qui a été retenue. Elle recommande également de mieux argumenter le choix de réduire la bande d'inconstructibilité au regard des solutions alternatives de moindre impact environnemental.	L'étude Entrée de Ville, ainsi que l'évaluation Environnementale annexées à la notice de présentation de la RA n°1 du PLU de Bénouville, décrivent les impacts négatifs et positifs de la diminution des bandes de recul.
Nuisances sonores et pollution atmosphérique	L'autorité environnementale recommande de réexaminer le choix d'urbaniser à proximité de la RD 515 au regard des incidences de la diminution de la marge de recul sur la santé humaine ou, à défaut, de renforcer les mesures d'évitement et de réduction de ces incidences permettant de garantir un niveau d'exposition aux pollutions sonores et atmosphériques des populations, y compris fenêtres ouvertes et dans les espaces extérieurs, qui satisfasse les valeurs-guides recommandées par l'Organisation mondiale de la santé en matière de bruit et de qualité de l'air.	Ces différents éléments ont été décrits dans l'étude Entrée de Ville et l'évaluation Environnementale. Il est également prévu de renforcer les mesures « Eviter Réduire Compenser ».
Paysage et biodiversité	<p>L'autorité environnementale recommande de faire figurer l'intégralité de la haie protégée sur le projet de plan de zonage révisé, en indiquant le cas échéant que celle-ci relève de la modification n°2 du PLU.</p> <p>L'autorité environnementale recommande d'expliquer l'articulation entre la réduction de la marge de recul et les évolutions de la zone commerciale.</p>	<p>Si possible, l'intégralité de la haie protégée sera représentée sur le projet de plan de zonage révisé. Si cela n'est pas possible, il sera indiqué sur le plan que cette dernière relève de la modification n°2 du PLU.</p> <p>L'articulation entre la réduction de la marge de recul et les évolutions de la zone commerciale sera précisée dans le cadre de la précision du projet par la SHEMA.</p>



Consommation d'espace et artificialisation des sols	L'autorité environnementale recommande de quantifier la surface supplémentaire artificialisée du fait de la réduction de la marge de recul et d'en évaluer les impacts en termes de consommation d'espace et d'artificialisation des sols à l'échelle de la commune	La surface supplémentaire artificialisée du fait de la réduction de la marge de recul ainsi que les impacts en termes de consommation d'espaces et d'artificialisation des sols à l'échelle de la commune sera précisée dans la notice de présentation de la RA n°2. Ces précisions sont annexées à ce document.
---	---	--

**Commentaires du CE sur les recommandations de la MRAe et les réponses apportées par le porteur du projet :**

L'avis rendu par la MRAe est articulé autour de 4 grandes rubriques :

- La démarche d'évaluation environnementale,
- La population et la santé humaine : nuisances sonores et pollution atmosphérique,
- Le paysage et la biodiversité,
- La consommation d'espace et l'artificialisation des sols,

Pour chaque rubrique la MRAe a formulé une ou plusieurs recommandations.

Je constate que, pour les recommandations concernant les deux premières rubriques, le porteur du projet n'apporte pas les réponses que la MRAe est en droit d'attendre. Il renvoie à l'étude entrée de ville et à l'étude environnementale. Mais ces deux documents ont déjà été étudiés par la MRAe qui ne semble pas y avoir trouvé toutes les informations souhaitées, d'où les recommandations qui ont été formulées.

## 5 - LES OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LE PUBLIC


Repères	Noms et Prénoms	Observations	Réponses du porteur du projet
Registre papier ouvert à la mairie de Bénouville			
RPBN 01	M FALAISE Raymond Bénouville	Est venu à la permanence du 12 novembre 2022 échanger avec le commissaire enquêteur.	<a href="#">Commentaire du CE : cette déposition n'appelle pas de réponse.</a>
RPBN 02	M FALAISE Raymond Pour compte de l'association H2Eaux et à titre personnel	<p>Est venu, le 29 novembre 2022, déposer dans le registre un document de 8 pages repris intégralement ci-dessous :</p> <p>Identité (nom, prénom)* Adresse e-mail</p> <p>Falaise Raymond raymond.falaise886@orange.fr</p> <p>Adresse postale Code postal Ville</p> <p>121 rue du parc 14970 Bénouville</p> <p>Votre contribution *</p> <p><i>Je n'ai pu adresser ma contribution par voie électronique</i></p> <p>Monsieur le Commissaire Enquêteur, Vous trouverez ma contribution en tant que président de l'Association H2EAUX et à titre personnel concernant la Révision Allégée du PLU de Bénouville et une PJ concernant une demande concernant la délibération de Caen la Mer du 30 juin 2022. Je suis à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire que vous seriez susceptible de me demander. Salutations distinguées. Raymond Falaise</p> <p>Ajouter des documents associés (PDF, TXT, JPG, PNG, GIF   max. 50Mo)</p>	

		<p>Enquête publique Révision "Allégée" PLU Bénouville  Contribution Raymond Falaise H2Eaux et à titre personnel novembre 2022  Remarque préliminaire:  Le PLU de Bénouville, principal objet de l'enquête publique n'est pas dans le dossier.</p> <p><b>LA CLOTURE</b></p> <p>La seule raison de cette révision "allégée" est d'augmenter la surface constructible pour faire plus de profits financiers en s'affranchissant de l'interdiction de construire à moins de 75m.de la RD 515 , classée route à grande circulation. Un dossier très volumineux a été constitué pour masquer la vraie conséquence de cette révision... Heureusement , La Mission Régionale d'Autorité Environnementale( MRAe) après avoir énoncé les risques des nuisances sonores et pollution atmosphérique a formulé l'avis (N° 2022-4535 du 29sept.2022) ainsi rédigé:</p> <p><b><i>L'autorité environnementale recommande de réexaminer le choix d'urbaniser à proximité de la RD 515 au regard des incidences de la diminution de la marge de recul sur la santé humaine..."</i></b></p> <p>Qui peut imaginer que nos élus ne respecteront pas cette recommandation , sauf à violer ,en plus les principes suivants:</p> <p>-Charte de l'Environnement: "<b>art.1 : chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.</b>"</p> <p>-SCOT : concernant les nuisances sonores: "<b>la limitation, voire la réduction de ces nuisances, participent à la préservation du cadre de vie des habitants, objectif majeur du SCOT. "...il convient en particulier de prendre en compte les différents facteurs influant sur la santé des habitants: l'environnement sonore, la pollution atmosphérique.</b></p> <p>La directive européenne 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement: 1.Cette directive qui a pour objet d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de l'exposition au bruit dans l'environnement se décline en trois actions :1.l'évaluation de l'exposition au bruit des populations,  2. une information des populations sur ce niveau d'exposition et les effets du bruit,  3. la mise en œuvre de politiques visant à réduire le niveau d'exposition et à préserver des zones de calme. La transposition de cette directive, s'est achevée avec la parution des textes réglementaires <u>articles L. 572-1 à 11 du code de l'environnement</u> qui ont désigné le préfet de département comme autorité compétente pour l'élaboration des cartes de bruit pour les infrastructures de transport.</p> <p><i>page1</i></p>	<p>L'objet de l'enquête publique est la modification du retrait obligatoire de 75 mètres le long de la RD 515 (classée voie à grande circulation) menée dans le cadre de la procédure de révision allégée du PLU conformément à la réglementation applicable à ce type de procédure.</p> <p>Le PLU est consultable dans son intégralité sur le Géoportail de l'urbanisme à l'adresse suivante : <a href="https://geoportail-urbanisme.gouv.fr">Cartographie - Géoportail de l'Urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr)</a></p> <p>Ou encore en commune ou au siège de la communauté urbaine en version papier.</p> <p><u>Commentaire du CE</u> : je prends acte de la réponse concernant la consultation du PLU.</p>
--	--	---	--

	<p><b>OBSERVATIONS CONCERNANT LES DOCUMENTS DU DOSSIER</b></p> <p><b>EVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b></p> <p>Qui a rédigé ce document?</p> <p>-A plusieurs reprises cette évaluation tente de minimiser les pollutions sonores et atmosphériques présentes sur le site mais ne nie pas qu'elles nuiront à la santé.</p> <p>-P.23 de l'étude, on nous apprend que <i>"les comptages et points de mesure indiqués dans l'Etude d'impact du projet de ZAC en 2019(entre 20 000 et 25 000véhicules jour sur les deux ponts de la RD 515) n'étaient pas datés lors de la rédaction de l'étude et pouvaient être particulièrement anciens. ces comptages ne sont donc pas à prendre en compte en compte dans le cadre de la présente évaluation."</i></p> <p>Cette information prouve que les élus ont pu voter sur de fausses informations...</p> <p>-Une autre preuve prouvant la déformation des arguments:</p> <p>L'évaluation environnementale nous apprend que <i>"les émissions liées au trafic automobile se diffusent à proximité immédiate des axes de circulation, et sont susceptibles d'atteindre les voies respiratoires de la population environnante. Mais elle nous rappelle que "La révision ne porte que sur la réduction de la bande d'inconstructibilité depuis la RD 515, et l'exposition aux polluants atmosphériques et aux bruits sera vraisemblablement similaire à 40 m ou à 75 m de la voie."</i></p> <p>Conclusion: la proximité immédiate se chiffre à 75 mètres !</p> <p>-Notons aussi que les pages 31 et 70 sont identiques ainsi que les pages 33 et 70.</p> <p><b>AVIS PPA (Personnes Publiques Associées)</b></p> <p>-Les avis de la MRAe sont conformes aux principes de défense de l'environnement et sont commentés en début de cette contribution.</p> <p>A noter qu' aucun autre avis ne répond à l'obligation de l'art .L 111-8 du code de l'urbanisme :<i>"le PLU peut fixer des règles d'implantation différentes lorsqu'il comporte une étude justifiant...que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances..."</i></p> <p>-Le SCOT ne formule pas d'avis</p> <p>-L'avis favorable de la Chambre d'Agriculture est justifié ainsi: <i>"la réduction de cette bande d' inconstructibilité favorisera l'optimisation du foncier consommé."</i></p> <p>Mais la même Chambre d'Agriculture émet un <b>avis défavorable</b> sur le même sujet traité avec la modification n°2 du PLU en le justifiant par :<i>"l'ouverture à l'urbanisation nous semble insuffisamment justifiée"</i>.</p> <p>-Procès-verbal réunion d'examen conjoint de la "Révision Allégée n°1 du PLU de Bénouville du 27septembre 2022" transmis à toutes les PPA. Ce dossier semble être un double des avis déjà émis. La présentation synthétique du projet n'est pas jointe.</p> <p>page2</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'évaluation environnementale a été rédigée par le bureau d'études GAMA environnement, localisé à Caen.</li> <li>- P23 : Cf. Réponse à la question n°1 du commissaire enquêteur</li> <li>- Trafic et nuisances : Cf. Réponse à la question n°3 du commissaire enquêteur</li> <li>- Avis PPA : La remarque n'appelle pas de commentaire de la part du maître d'ouvrage.</li> <li>- Procès-verbal d'examen conjoint : le dossier complet, en vue de la réunion d'examen conjoint, a été envoyé aux Personnes Publiques Associées invitées le 7 Juillet par Caen la mer au même titre que la convocation. Le PV examen conjoint fait l'état des échanges et avis des PPA invitées. L'examen conjoint s'est parfaitement déroulé. De plus, le dossier soumis à enquête publique comportait l'ensemble des pièces décrits dans l'arrêté de mise à enquête et notamment la note de procédure et la note de présentation faites conformément à l'article R-123-8 du code de l'environnement. Ce dossier était consultable par tous par les moyens décrits dans l'arrêté et avis d'enquête publique.</li> </ul>
--	---	--

	<p>Outre plusieurs techniciens présents, cette réunion était dirigée par Mme la Maire de Bénouville et l'adjoint à l'Urbanisme de cette commune. La question qui se pose sur ces élus est de savoir s'il n'y a pas de conflit d'intérêts compte tenu du contrat de travail qui les lie avec Caen la Mer, celui de l'adjoint étant actif et celui de Mme La Maire étant suspendu. Autre Précision: Caen la Mer a la compétence de l'urbanisme et l'élu sous contrat pourrait avoir une délégation n'ayant aucun lien avec Caen La Mer. A noter également que ces 2 élus ont agi comme le demande Caen La Mer pour ne pas répondre aux habitants du lotissement du Parc de Bénouville.</p> <p><b>PIECES ADMINISTRATIVES</b></p> <p>Les délibérations du Conseil Communautaire des 12dec2019, 28janv.et 30juin2022 de Caen la Mer ont été adoptées à l'unanimité. Compte tenu des atteintes à l'environnement et des nuisances pour la santé , cela peut s'expliquer par les faits suivants:</p> <p>-en votant ainsi les maires savent qu'ils auront aussi un vote favorable pour les demandes qu'ils présenteront.</p> <p>- selon "liberté" du 24 nov.2022 le récent rapport de la Chambre Régionale des comptes reproche à Caen la Mer un problème de démocratie expliqué par l'ancien DGS de l'Agglo, M.Gérard Fourquet qui vise, depuis 2014, l'absence d'un conseil de développement qui réunit des citoyens ordinaires appelés à connaître de toutes les politiques de la CU (PLU, SCOT...)De plus ce journal nous informe que la maire de Mondeville dit, à propos d'un immeuble construit juste à côté du périmètre:<b>"Les PLUI n'ont pas suffisamment pris en compte les problématiques de bruit"</b>.C'est sans doute pour ces raisons que même les élus "écologistes" votent pour construire plus près des routes à grande circulation...</p> <p><b>Autres questions, observations et propositions.</b></p> <p>-Le comité de pilotage de l'observatoire du bruit des transports terrestres du Calvados a-t-il été consulté?</p> <p>-Même question concernant l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>-Qui est propriétaire des terres agricoles de La Clôture</p> <p>- Concernant les pollutions sonores et atmosphérique, il n'est nulle part tenu compte que Bénouville était impactée par les pollutions émises par les routes , les bateaux remontant le Canal et les 12 ICPE de la zone portuaire de Blainville (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)ainsi que par Calcia de Ranville citée parmi les 50 sites industriels qui émettent le plus de gaz à effet de serre.</p> <p>-le journal "liberté" du 3 novembre 2022 nous apprend que la mauvaise qualité de l'air a causé 2600 décès en Normandie .A Bénouville de nombreux décès par cancer ont lieu depuis quelques années. Il serait utile de savoir le nombre causé par la pollution.</p> <p>-Ouest-France du 10sept.2022 cite le Pr Swanton: "C'est l'exposition aux polluants qui multiplie leur potentiel cancérigène"</p> <p>page3</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délibérations prises en conseil communautaire : La remarque n'appelle pas de commentaire de la part du maître d'ouvrage.</li> <li>- Les personnes compétentes en matière d'élaboration de Plan de Prévention du Bruit sont le Département du Calvados et Caen la mer. Le Département était présent à la réunion d'examen conjoint et a validé les propositions décrites dans le dossier afin de compenser la réduction de la marge d'inconstructibilité.</li> <li>- ARS : Cf. Réponse à la question n°6 du commissaire enquêteur</li> <li>- Baisse des valeurs immobilières : La commune apporte comme élément de réponse que la création de cette ZAC d'habitat et d'activité apportera un nouveau souffle à la commune et notamment à son environnement proche. La requalification de la zone commerciale actuellement en friche depuis 2016 améliorera la qualité de travail des professionnels, de vie des habitants et ajoutera de la valeur immobilière aux habitations existantes.</li> <li>- Le projet de ZAC comprend la construction de 225 logements de type intermédiaire, locatif, primo-</li> </ul>
--	---	--



	<p>-Le merlon est le seul remède avancé par les partisans de supprimer l'interdiction de construire à moins de 75m. Pourtant nous observons que M. Le Président de Caen la Mer fait plus pour réduire le bruit dans sa ville de Caen; ainsi "Le clos de Cassandre", composé de 28 logements bénéficiera d'un mur anti-bruit et d'un double mur végétal qui longera le périphérique.</p> <p>-La densité des logements de La Clôture fera baisser les valeurs immobilières de Bénouville et notamment les habitations voisines de cet énorme lotissement.</p> <p>-Dans l'évaluation environnementale on apprend que: Le tronçon de la RD 515 sur la commune de Bénouville n'est pas concerné par une « zone de bruit » liée au bruit routier. Il passe plus de 42000 véhicules par jour que Caen la Mer n'entend pas.</p> <p>-Il serait utile d'attendre le résultat en cours de la 4ème échéance de la carte de bruit.</p> <p>-Tous les documents de la "révision allégée font état de "210 logements" ,mais en consultant le "Compte-rendu Document-Annexe "concernant la modif n°2 on apprend par la Shema qu'il s'agit de 225 logements...</p> <p>-Concernant les besoins en logement , le seul argument évoqué est le risque de fermer une classe. Or la Clôture sera l'endroit le plus éloigné des écoles et le plus exposé aux nuisances. C'est aussi le cas de l'école et lorsqu'on sait que la pollution est très nuisible pour la santé des enfants, on ne peut que craindre pour la santé des enfants.</p> <p>-Dernière info : l'Insee nous apprend que le Calvados perdra 59 000habitants de 2018 à 2070; Bénouville a déjà perdu des habitants, donc les besoins en logements diminuent.</p> <p><b>CONCLUSION GENERALE</b></p> <p>Pour concrétiser la volonté affichée de lutter pour un environnement sain:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.Revoir entièrement le projet de La Clôture</li> <li>2.Construire un mur antibruit et un double mur végétal tout le long de la RD515 et sur la D514 vers Pégasus.</li> <li>3.Réduire la vitesse à 90 km/h sur la rd 515 à Blainville et Bénouville</li> <li>4.mettre un enrobé réduisant l'impact sonore des véhicules.</li> <li>5.La carte de bruit est celle de la 3ème échéance; si besoin attendre la carte de bruit de la 4ème échéance qui est en cours de réalisation.</li> <li>6.Construire une maison de retraite qui est un besoin urgent, après avoir consulté les seniors de Bénouville.</li> <li>7.Prendre toutes les mesures garantissant la santé de tous les enfants de Bénouville.</li> <li>8.Acceper les idées nouvelles pour La Clôture, comme la réalisation d'une école d'apprentissage de tous les métiers de la ferme dont tout le monde a envie.</li> </ol> <p>Sous toutes les réserves d'usage: </p> <p>page 4</p>	<p>accédant, participatif, sénior, etc. La programmation complète (logement, commerce et tertiaire) a été approuvée lors de l'avant-projet de la ZAC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin en logements et santé des enfants : Cf. Réponse aux questions n°3 et 4 du commissaire enquêteur.</li> <li>- Besoins en logements : Alors que le PADD approuvé en Janvier 2011 prévoyait un besoin en logements sur la période 2007-2030 de <b>380 logements</b>, l'opération de la Clôture (225 logements) est en conformité avec ces objectifs de développement et d'accueil de population, et ainsi vient compléter le besoin en logements annoncés.</li> <li>- Réduction de la vitesse à 90 km/h : La commune s'associe à la réflexion de M. FALAISE concernant la réduction de la réglementation sur la RD515 à 90km/h ainsi que la pose d'un revêtement technique sur la voie. La commune de Bénouville en a fait la demande auprès du propriétaire et gestionnaire : le Conseil Départemental du Calvados.</li> <li>- Carte de bruit : Le Département présent à la réunion d'examen conjoint n'a pas émis de remarque à ce sujet.</li> <li>- Maison de retraite : Le projet de ZAC comprend un programme de logements sénior comme dit précédemment,</li> </ul>
--	---	---

	<p><i>En Pièce jointe: Demande concernant le recours juridique contre la délibération de Caen la Mer du 30 juin 2022</i></p> <p><b>info importante</b>  <b>extrait PPBE (plan de prévention du bruit dans l'environnement)</b>  <b>de Caen la Mer</b></p> <p><b>2.2.4 IMPORTANCE SUR LA SANTE</b>  Les effets sur la santé de la pollution par le bruit sont multiples :  • perturbations du sommeil (à partir de 30 dB(A)) ;  • interférence avec la transmission de la parole (à partir de 45 dB(A)) ;  • effets psycho physiologiques (65 à 70 dB(A)) ;  • effets sur les performances ;  • effets sur le comportement avec le voisinage et gêne ;  • effets biologiques extra-auditifs ;  • effets subjectifs et comportementaux ;  Les bruits de l'environnement, générés par les routes... sont à l'origine d'effets importants sur la santé des personnes exposées. La première fonction affectée par l'exposition à des niveaux de bruits excessifs est le sommeil. Les populations socialement défavorisées sont plus exposées au bruit car elles occupent souvent les logements les moins chers à la périphérie de la ville et près des grandes infrastructures de transports.</p> <p><i>page 5</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Santé des enfants : La prise en compte de l'environnement et de la santé relèvent de la procédure de création de ZAC soumise à une évaluation environnementale.</li> <li>- Réalisation d'une école d'apprentissage : La remarque n'appelle pas de commentaire de la part du maître d'ouvrage.</li> </ul> <p><u>Commentaires du CE</u> : je prends acte des réponses apportées par le porteur du projet. Le chiffre de 225 logements est indiqué, chiffre d'ailleurs repris par la SHEMA dans l'un de ses documents, alors que dans l'étude entrée de ville c'est le chiffre de 210 logements qui est mentionné. Par ailleurs, la délibération du conseil communautaire, du 6 juillet 2022, précise que le projet pourra accueillir un maximum de 210 logements. Je note également que l'association H2EAUX est en totale opposition au projet, dans sa forme actuelle.</p>
--	---	---

pièce jointe

Raymond Falaise H2EAUX Enquête publique révision "allégée" PLU

Demande concernant le recours contre la délibération du 22 juin 2022

Le 5 septembre 2022, j'ai déposé un recours gracieux, en application des dispositions écrites suivantes :

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Pour plusieurs raisons la réponse datée du 14 octobre 2022 m'est parvenue le 18 novembre 2022 et ne répond pas à ma demande de retrait mais m'invite à utiliser l'enquête publique pour "notifier"...

Vous ne respectez pas les termes de la délibération prolongeant de 2 mois le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Par la présente, je souhaite connaître votre avis concernant la possibilité ou non de saisir le tribunal administratif de Caen et jusqu'à quelle date pour faire annuler cette délibération du 22 juin 2022.

Caen la mer a été destinataire d'un recours gracieux reçu le 05 Septembre 2022. Il portait sur le retrait de la délibération d'arrêt de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Bénouville prise en conseil communautaire de Caen la mer et tirant le bilan de la concertation.

En date du 14 Octobre 2022, Caen la mer a adressé une réponse par recommandé avec accusé de réception à M. Falaise, présentée le 17 Octobre 2022 puis qui nous a été retournée faute de non retrait.

Extrait du Recommandé sur le site de suivi de la Poste :

LA POSTE

Destinataire

Associations H2 Eau  
1 rue du Grand Clos  
14970 BÉNOUVILLE

Présenté / Avisé le : 17/10/22

Distribué le :

Restitution de l'information à l'expéditeur

La Poste a tout mis en œuvre pour d'adresser ce pli. Celui-ci vous est remis en main propre pour la raison suivante :  
Au fait, les mails envoyés ont été livrés à l'adresse indiquée.  
Pensez-vous que l'adresse est correcte ?

Défaut d'accès ou d'adressage

Adresse inconnue et maillet adressé

Destinataire inconnu à l'adresse

Adresse inconnue et maillet adressé

Pli refusé par le destinataire

Pli avarié et non réclamé

Uniquement record de livraison

LA POSTE

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de suivi : 1A 158 759 1892 3

H2EAUX

Expéditeur

Caen la Mer - DSEAUX

Urbanisme - Planif

N°16 Rue Rosa Parks

Libellé de la voie

14970 BÉNOUVILLE

Côte postale

COMMUNE

Utilisez uniquement un STYLO À BILLE en appuyant fortement.

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne.

Consultez [www.laposte.fr/boutiqueduccurier](http://www.laposte.fr/boutiqueduccurier)

PREUVE DE DISTRIBUTION

14/02/23

NEUTRE CO2

AVISÉ LE 17/10/22  
14970 BÉNOUVILLE

*[Signature]*

Un nouvel envoi de cette réponse a été fait par courrier simple le 17 Novembre, réceptionné le 18 Novembre 2022, **date de départ du délai de 2 mois** (soit échéance au 18 Janvier 2023) pour introduire une requête auprès du Tribunal Administratif le cas échéant et si la démarche retenu est cette dernière.

		<p><b>Contribution enquête publique Révision Allégée PLU Bénouville</b></p> <p><b>Raymond FALAISE H2EAUX et à titre personnel</b></p> <p style="text-align: right;"><b>ANNEXE</b></p> <p><i>Extraits Avis délibéré de la MRAe Normandie n° 2022-4535 en date du 29 septembre 2022 Révision dite " allégée "n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU)de la commune de Bénouville (14)</i></p> <p><b>4.2 La population et la santé humaine : nuisances sonores et pollution atmosphérique</b></p> <p>L'étude a montré la pertinence du merlon existant et la nécessité de le prolonger. En haut du merlon, le niveau de bruit mesuré est de 74 décibels (dB), contre 57 dB au niveau des jardins et habitations existantes. Le merlon existant a une efficacité de 10 à 13 dB. L'estimation des niveaux sonores pour les futurs habitants est de 55 dB à 45 mètres de l'axe de la RD 515, derrière le futur merlon. Or, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a défini des seuils de niveaux sonores à partir desquels le bruit (routier) provoque des effets sanitaires (forte gêne, impact sur le sommeil, augmentation du risque de maladies cardiovasculaires), à l'extérieur de l'habitat, à 53 dB(A) sur 24 h et à 45 dB(A) en période nocturne. Aussi, il importe que les mesures de limitation des nuisances sonores prévues (hors isolement acoustique des façades) permettent d'atteindre des niveaux compatibles avec la préservation de la santé et du cadre de vie des populations riveraines....Concernant la qualité de l'air, le dossier indique qu'aucune donnée n'est disponible au niveau de la Zac, mais que le contexte très routier du site induit, de fait, un risque d'exposition des populations aux pollutions atmosphériques, notamment aux PM10 (particules fines) et au dioxyde d'azote.</p> <p><i>L'autorité environnementale recommande de réexaminer le choix d'urbaniser à proximité de la RD 515 au regard des incidences de la diminution de la marge de recul sur la santé humaine ou, à défaut, de renforcer les mesures d'évitement et de réduction de ces incidences permettant de garantir un niveau d'exposition aux pollutions sonores et atmosphériques des populations, y compris fenêtres ouvertes et dans les espaces extérieurs, qui satisfasse les valeurs-guides recommandées par l'Organisation mondiale de la santé en matière de bruit et de qualité de l'air.</i></p>	<p>Le recours gracieux porté contre la délibération tirant le bilan de la concertation et l'arrêt de la révision allégée n'est pas formulé sur les objets de la procédure en cours. C'est pour cela que nous avons répondu en ce sens à M. Falaise en l'invitant à venir s'exprimer pendant l'enquête publique pour que ses remarques puissent être portées à la connaissance du maître d'ouvrage.</p> <p>La procédure de révision allégée sera approuvée par délibération en Conseil communautaire avec les adaptations apportées au dossier après l'enquête publique.</p> <p>Un recours pourrait être formulé contre la délibération d'approbation conformément aux dispositions applicables. Les délais de recours usuels courent à partir de la date de publication de l'approbation de la délibération.</p> <p><u>Commentaire du CE :</u> je prends acte de la réponse apportée par le porteur du projet.</p>
RPN 04	Mme BLONDEL Annick	Est venue, le 2 décembre 2022, déposer dans le registre un document de 4 pages.	



	<p>Pour compte de l'association Bénouville Environnement</p>	<p><u>Commentaire du CE</u> : ce document porte sur les deux enquêtes. Ne sont reprises ci-dessous intégralement que les pages 1 et 2 ainsi que la première partie de la page 3 qui concernent la révision allégée n°1 du PLU. La seconde partie de la page 3 et la page 4 sont intégrées dans le registre concernant l'enquête portant sur la modification n° 2 du PLU et la proposition de PDA des monuments historiques.</p> <p><b>CR Enquête publique modification allégée du PLU de Bénouville</b> BE le 17 novembre 2022</p> <p><b>Objet de l'enquête</b> : Procédure de Révision Allégée n°1 du PLU de Bénouville dans le cadre du développement du projet de la ZAC de la Clôture. Rappel 210 logements sur 12 ha, zone 2AUM.</p> <p><b>Extraits de la notice de présentation</b> :</p> <p>Objet du rapport : Le projet de ZAC la Clôture repose sur une évolution du PLU qui permettra de réduire les marges de recul des nouvelles constructions par rapport à la voie départementale RD515 sur la base d'une étude qui définira les prescriptions techniques réglementaires compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages qui s'imposeront à ces habitations.</p> <p>La présente révision allégée a pour objet la réduction des marges de recul des constructions nouvelles par rapport à la voie départementale (RD 515) permettant l'urbanisation du secteur de la Clôture.</p> <p>Le site de la Clôture présente une surface d'un peu moins de 12 ha, majoritairement agricole. Cette parcelle est la dernière zone aujourd'hui urbanisable au PLU de la commune de Bénouville. Une partie de la Clôture est située dans la bande de recul de 75 m vis-à-vis de la RD 515. Cette bande de recul ne permet pas à l'heure actuelle de réaliser l'opération telle que prévue dans l'avant-projet de la procédure de ZAC. Le projet de ZAC prévoit d'optimiser au maximum cette parcelle urbanisable en s'appuyant sur un aménagement « clé » et structurant : le prolongement du merlon en bordure de parcelle, jouant le rôle d'écran sonore et d'intégration paysagère. L'aménagement de ce merlon permettrait l'implantation de logements à 40 m à partir de l'axe de la voie, nécessitant la réduction de la bande d'inconstructibilité réglementaire, inscrite au document d'urbanisme communal.</p> <p><b>3.5 Les nuisances sonores</b> Le site de la Clôture est situé en quasi-totalité dans la zone de bruit de la RD 515. Ces zones de bruit correspondent à la bande tampon (250 m) autour de l'axe de la RD, classée comme infrastructure de catégorie 2 au plan de prévention risque et bruit départemental (PPRB). Ce classement sonore n'entraîne pas l'inconstructibilité : « il a pour effet d'affecter des normes d'isolement acoustique de façade à des constructions nouvelles érigées dans des secteurs de nuisance sonore. » Actuellement, de jour comme de nuit, les sources sonores principales proviennent de la circulation automobile sur la RD 515. Une étude acoustique a été réalisée par dBTherm en mai 2019. Des mesures acoustiques ont été faites sur le site du projet d'aménagement, afin d'évaluer l'efficacité acoustique des merlons existants, et le dimensionnement d'un nouveau merlon dans le prolongement de l'existant. dB-Therm a mesuré plusieurs points le long de la RD 515 de part et d'autre des merlons, et sur la zone sans merlon. En haut du merlon, le niveau mesuré est estimé à environ 74 dB, et à environ 57 dB au niveau des jardins des habitations existantes.</p>	<p>A la lecture du courrier déposé, nous constatons que les observations transmises permettent de vérifier l'intérêt des habitants pour le projet en particulier sur la démarche environnementale, urbaine et paysagère envisagée.</p> <p>Toutefois aucune question n'étant posée, cette remarque n'appelle pas de commentaire particulier hormis un renvoi aux études d'impact de la ZAC communale dont le dossier disponible auprès de la mairie.</p> <p>Concernant les points de conclusion évoqués, nous complétons la réponse en indiquant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables prévoit l'urbanisation de La Clôture et en justifie l'intérêt général. En effet, le projet porté par la ZAC de la Clôture est compatible avec l'orientation n°2 PADD ainsi qu'avec les objectifs de préservation et de mise en valeur du paysage communal.</li> </ul>
--	--	---	---

Le merlon existant a une efficacité moyenne de l'ordre de 10 à 13 dB. La végétation existante côté route a un effet absorbant tandis que la végétation existante en haut du merlon a tendance à diffuser le bruit. Le merlon a donc aujourd'hui une efficacité sur la partie nord de la zone, et mérite un prolongement pour l'ensemble de la bordure ouest de la parcelle, prolongeant son efficacité pour l'ensemble des futures constructions de la ZAC.

Ainsi, l'impact de la révision allégée du PLU sur l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques et sonores est à relativiser fortement.

**Conclusion du rapport environnemental :** Niveau d'incidence nul à négligeable

Pièces du PLU modifiées (projet de modification ci-dessous)

Dans le cadre du développement du projet de la Clôture, une étude Entrée de Ville dite « Loi Barnier » a été réalisée permettant de réduire la bande d'inconstructibilité de 75 à 40 m à l'interface entre la RD 515 et la zone de projet. Article L.111-8 du Code de l'Urbanisme. Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016. Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 – art. Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

#### Conclusion et avis du Conseil d'Administration de Bénouville Environnement :

Rappel du PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) de la commune de Bénouville :

- Développer une protection des paysages et créer des espaces verts
- Préserver les pratiques agricoles

Question : Savons-nous bien lire compte tenu du lotissement de la Clôture ? Des écrits, mais des actes différents !

Rappel des recommandations de la MRAE (29/9/22)

*L'autorité environnementale recommande de présenter les éventuelles variantes d'aménagement avec des bandes de recul fixées à 40 ou 75 mètres, ainsi que leurs incidences négatives comme positives. Elle recommande de réexaminer le choix d'urbaniser à proximité de la RD 515 ou à défaut de renforcer les mesures d'évitement.*

*L'autorité recommande également de quantifier la surface supplémentaire artificialisée du fait de la réduction de la marge de recul et d'en évaluer ses impacts*

Rappel de la position de Bénouville Environnement : à l'unanimité du Conseil d'Administration, l'association s'est exprimée contre le recul de construction de 75 m à 40 m.

Rappel des mesures acoustiques réalisées : Efficacité du merlon de l'ordre de 10/13 dB

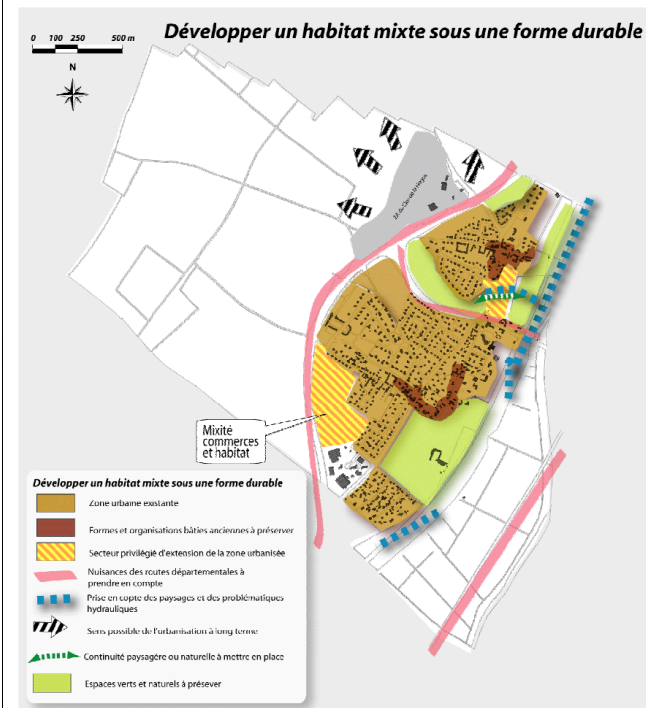
En haut du merlon le niveau mesuré est estimé à env. 74 dB et à 57 dB au niveau des jardins.

74 -13 = 61 dB et non 55 à 57 dB comme annoncé. (voir photos étude entrée de ville).

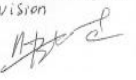
BE note que le bruit de 55 décibels est un seuil difficilement vivable, la norme de 53 est dépassée. Peut-on être sûr que le merlon permettra de passer de 74 décibels à 55 ?

Il s'agit de 48 000 véhicules par jour en lieu et place des 40 000 annoncés.


Extrait du PADD - Carte de synthèse du PLU approuvé – Orientation n°2 :



- Concernant le pôle santé : le projet de confortement / développement fait partie du secteur de l'OAP qui intègre la ZAC de la Clôture et une partie de la zone d'activités (1AUM prévue). Ces deux secteurs sont pensés et aménagés en cohérence l'un avec l'autre pour garantir une amélioration du fonctionnement du secteur à l'échelle de la commune.
- Concernant la part du végétal, l'évaluation environnementale indique que l'espace public

		<p>Le bruit supporté par les résidents les plus proches du merlon n'est pas acceptable.</p> <p>De même que la pollution atmosphérique que subiront ces personnes. On peut s'étonner des conclusions environnementales émises dans le dossier de demande de modification.</p> <p>L'urbanisation d'une parcelle de 12 ha en limite d'un axe fréquenté quotidiennement par plus de 40 000 véhicules induit un impact paysager notable, une dégradation de la biodiversité et un problème de santé publique.</p> <p>Il est noté la création d'un pôle santé avec 13 à 15 praticiens annoncés ; rien de tel n'est envisagé actuellement dans le projet du lotissement de La Clôture, mis à part le pôle existant. L'installation d'un Grand frais remplace ce projet, le rapport financier est toujours privilégié.</p> <p>Ce lotissement ne fait pas une place assez grande au végétal, la Commune de Bénouville n'est qu'une juxtaposition de lotissements, une cité dortoir. La proximité du canal est le seul espace végétalisé dont peuvent profiter les habitants, car le parc du Château leur est interdit.</p> <p>Pour ces raisons, le Conseil d'Administration de Bénouville Environnement émet un <b>AVIS D'FAVORABLE</b> à cette <sup>modification</sup> <del>modification</del> allégée n° 1 du PLU.</p> <p style="text-align: center;">révision</p> 	<p>représente environ 40 % de l'emprise de la ZAC en page 37. Les espaces verts et cheminements attenants (parc, merlon, noues, plantations, pelouses, pavés béton engazonné, chemins en stabilisé, liaisons mixtes, aire de jeux, gradins enherbés...) représentent un total de 60 % de l'espace public et 27% de l'emprise de la ZAC.</p> <p>La commune complète :</p> <p>Ces aménagements sont prévus pour être le support d'une biodiversité variée (massifs, vergers, espaces de noues/gestion douce des eaux pluviales, labyrinthe végétal). Ce nouveau lieu pourra offrir la possibilité aux associations ou aux riverains d'être le support d'activités riches et variés (jardin partagé, jardins familiaux, mini maraîchage, expo statues).</p> <p>Ces démarches accompagnent également le souhait de créer des îlots de fraîcheur au sein du quartier.</p> <p><u>Commentaire du CE :</u> je prends acte des réponses apportées, mais note que l'association Bénouville Environnement s'oppose au projet.</p>
--	--	---	--



RPBN 04	M FALAISE Raymond Pour compte de l'association H2Eaux et à titre personnel	<p>Est venu, le 2 décembre 2022, déposer dans le registre un document de 1 page accompagné de 18 photos. L'ensemble est repris intégralement ci-dessous :</p> <p>Raymond Falaise H2EAUX et à titre personnel</p> <p>Enquête publique Révision Allégée du PLU nov.2022</p> <p><b>Affichage de l'enquête publique</b></p> <p>Code de l'Environnement art.R123-11 IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Aucune affiche de l'avis d'enquête n'a été placée sur les lieux prévus pour la réalisation du projet de La clôture. Voir les photos prises de tous les endroits où cet affichage aurait dû être effectué.</p> <p><b>Situation de La Clôture</b></p> <p>La Clôture a une partie située dans le périmètre de protection du château, classé monument historique.</p> <p><i>Impossible d'utiliser l'adresse mail parue dans les journaux.</i></p> <div data-bbox="562 1034 1323 1321">  </div>	<p>La procédure de révision allégée (dont l'objet est la modification d'un « plan » qui permettra de réduire les marges de recul des nouvelles constructions par rapport à la voie départementale RD515) respecte les dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'environnement qui ont été déclinées dans l'arrêté de mise à enquête publique pris par le Président de la Communauté urbaine de Caen la mer le 12 Octobre 2022.</p> <p>Extrait de l'arrêté pris par Caen la mer le 12 Octobre 2022</p> <p><b>ARTICLE 2 :</b> L'enquête publique se tiendra du <b>Lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10h00) au Vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16h30).</b></p> <p>Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiés ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-6 du code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté urbaine pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.</p> <p>Mairie de Bénouville – 1 Avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lundi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 16h30</li> <li>- Mardi, mercredi, jeudi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 17h30</li> <li>- Vendredi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 16h30</li> </ul> <p>Siège de la communauté urbaine Caen la mer – 16 rue Rosa Parks – 14000 – CAEN</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du Lundi au Jeudi de 8h30 à 17h30</li> <li>- Le Vendredi de 8h30 à 16h30</li> </ul> <p>Le public devra se soumettre, le cas échéant, aux mesures barrières mises en œuvre sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête publique en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.</p> <p>Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur le site internet de la mairie de Bénouville (<a href="http://www.mairie-benouville.fr">http://www.mairie-benouville.fr</a>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <a href="http://www.registre-dematerialise.fr/4267">http://www.registre-dematerialise.fr/4267</a>. Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté urbaine Caen la mer.</p> <p>Deux registres d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront ouverts et tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer.</p> <p>La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.</p> <p>Les observations pourront être adressées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Par écrit : Un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer.</li> <li>- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <a href="http://www.registre-dematerialise.fr/4267">http://www.registre-dematerialise.fr/4267</a>.</li> <li>- Par mail, à l'adresse suivante : <a href="mailto:enquete publique.4267@registre-dematerialise.fr">enquete publique.4267@registre-dematerialise.fr</a>.</li> <li>- Par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville – 1 Avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE</li> </ul> <p>Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le <b>Vendredi 2 décembre 2022, à 16h30.</b></p> <p>L'utilisateur n'est pas tenu d'inscrire ses données personnelles sur le registre d'enquête. Dans ce cas, sa contribution sera anonyme. Lorsque l'utilisateur inscrit ses nom(s), prénom(s), adresse, numéro(s) de téléphone, courriel ou tout autre type de donnée permettant de l'identifier</p>
---------	---	---	---

		 	<p>L'avis d'enquête publique a été affiché en commune et à la communauté urbaine 15 jours avant le début de l'enquête soit le 13 Octobre 2022. Un certificat d'affichage a été dûment signé par M. LAFONT, vice-président en charge de l'urbanisme de Caen la mer, et a été délivré à M. THOMAS, commissaire enquêteur, le 05 Décembre 2022.</p>
		 	<p>Le contenu de l'alinéa 4 de l'article R. 123-11 du code de l'environnement s'applique à l'enquête publique de la ZAC qui est un « projet » au sens du même article alors que la Révision allégée n°1 est un « plan ».</p>
		 	<p><u>Commentaire du CE</u> : je prends acte de la réponse apportée par le porteur du projet.</p>
		 	

		 	
		 	
		 	
		 	
<b>Registre numérique dématérialisé</b>			
RN 01		Test réalisé par le commissaire enquêteur le 31.10.2022	

## 6 – LES DEMANDES COMPLÉMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Dans le cadre de la remise du procès-verbal de synthèse, le 9 décembre 2022, j'ai posé 7 questions au porteur du projet.

Ces questions sont reprises ci-dessous ainsi que les réponses du maître d'ouvrage (**reprises intégralement en copier/coller**) et mes commentaires.

**Pour les questions n°1, 2, 3, 4, 5 et 7, le maître d'ouvrage a pris sur lui de questionner la SHEMA (Société d'économie mixte en charge de l'aménagement de la ZAC de la clôture) et la commune, et a obtenu les réponses suivantes.**

### Question n°1

L'Étude environnementale indique, page 8, que l'étude acoustique qui a été réalisée en mai 2019 s'appuie sur le niveau de trafic actuel sur la RD 515 de 25.000 véhicules par jour. Mais dans le même document, page 22, un tableau issu des statistiques fournies par le Conseil départemental du Calvados fait état d'un nombre de véhicules/jour de l'ordre de 41.000/43.000 sur une période allant de mai 2018 à septembre 2019.

*Comment expliquez-vous cette différence ?*

#### Réponse du maître d'ouvrage :

L'étude acoustique a été réalisée sur la base de cartes de bruits et de mesures de bruit réalisées directement in situ en 2019. Le nombre de véhicules reporté dans le rapport est indicatif et n'influe pas sur les mesures effectuées. Les données présentées dans l'étude acoustique répondent bien à celles employées dans l'évaluation environnementale établie sur la base des données relevées par le Conseil Départemental sur une période de 2018-2019.

#### Commentaires du CE :

Je prends acte de la réponse, mais m'étonne qu'on puisse qualifier "d'indicatif" le nombre de véhicules pris en compte alors même que l'importance du trafic routier et ses conséquences représentent le cœur du problème, dans ce projet.

### Question n°2

Il semble difficile de remettre en cause les comptages effectués par le Conseil départemental du Calvados et repris dans l'étude environnementale.

*L'étude acoustique semblant avoir été réalisée sur la base d'un niveau de trafic erroné, cette situation peut-elle avoir une incidence sur les résultats qui ont été publiés ?*

#### Réponse du maître d'ouvrage :

Comme indiqué en réponse à la question n°1, le niveau de trafic établi dans l'évaluation environnementale et l'étude acoustique correspondent.

Par ailleurs, les calculs de l'étude acoustique sont établis sur une base de niveau sonore maximum mesuré au passage de véhicules, ces niveaux sonores ne sont pas



continus, et dépendent du trafic et des vitesses de véhicules relevés le jour des mesures.

**Commentaires du CE :**

Il n'est pas véritablement répondu à la question posée. On peut difficilement affirmer que le niveau de trafic établi dans l'évaluation environnementale et l'étude acoustique correspondent.

L'étude environnementale a bien été réalisée sur la base de chiffres exacts de l'ordre de 41.000 à 43.000 véhicules/jour (tableau page 22 et extrait de l'ARD page 23 - source Conseil départemental du Calvados).

En complément de l'information figurant page 8 et reprise dans l'intitulé de la question n°1, l'étude environnementale indique également page 23 : *"À noter que les comptages et points de mesure indiqués dans l'étude d'impact du projet de ZAC en 2019 (entre 20.000 et 25.000 véhicules jour sur les deux points de la RD 515) n'étaient pas datés lors de la rédaction de l'étude et pouvaient être particulièrement anciens. Ces comptages ne sont donc pas à prendre en compte dans le cadre de la présente évaluation. Cet axe peut également être plus fréquenté en période estivale".*

**Question n°3**

L'étude environnementale indique page 74 dans la rubrique "Incidences directes et indirectes - Pollutions sonores et atmosphériques" que l'exposition aux polluants atmosphériques et aux bruits sera vraisemblablement similaire à 40 m ou à 75 m de la voie.

*Pouvez-vous nous indiquer sur quelles bases s'appuie cette affirmation ?*

**Réponse du maître d'ouvrage :**

Pour recontextualiser cette conclusion, rappelons les éléments suivants :

□ S'agissant de la notion d'exposition aux polluants :

- La pollution atmosphérique est une notion très diffuse dans le temps et l'espace. La pollution de fond touche toute l'agglomération et au-delà lorsqu'il y a des pics. Pour la pollution proche des axes les plus empruntés, elle est difficile à mesurer. Les modélisations mises à disposition par Atmo Normandie ne permettent pas de faire une différence entre 40 et 75 m,

- La microtopographie, la végétation, le vent ... sont autant de facteurs qui peuvent changer localement l'exposition rendant compliquée une différenciation entre 40 et 75 m, voire au-delà,

- La marge 75 m imposée par l'Etat et le code de l'urbanisme trouve sa justification moins par un critère de pollution atmosphérique que par un critère « bruit »,

- L'exposition différentielle entre intérieur et extérieur du logement est aussi difficile à évaluer.

□ S'agissant de l'exposition au bruit, l'incidence acoustique projetée est de 2,7 dB ce qui représente un faible niveau de variation par rapport au bruit ambiant de la RD515.

**Commentaires du CE :**

Je note que les modélisations mises à disposition par Atmo Normandie ne permettent pas de faire une différence entre 40 m et 75 m en matière de pollution atmosphérique, ce qui peut se comprendre, car cet organisme couvre l'ensemble de la région et travaille sur des échelles plus grandes avec des outils adaptés à cette situation. Je persiste néanmoins à penser que cela n'autorise pas, pour autant, à affirmer que l'exposition sera vraisemblablement similaire à 40 m ou à 75 m de la voie.

**Question n°4**

L'étude acoustique a porté en partie sur le merlon existant afin d'en mesurer l'efficacité. Il ressort de cette étude que le niveau sonore mesuré en haut du merlon est de l'ordre de 74 dB et que sa présence atténue le bruit d'environ 10 à 13 dB. Il est indiqué, dans la notice de présentation, que "le merlon a donc aujourd'hui une efficacité sur la partie nord de la zone, et mérite un prolongement sur l'ensemble de la bordure ouest de la parcelle".

*Si l'efficacité mesurée peut aller jusqu'à 13 dB, il n'en demeure pas moins vrai que le niveau résiduel sonore reste encore élevé.*

*La réalisation du merlon actuel étant maintenant déjà ancienne, la recherche d'une solution technique présentant une efficacité plus importante peut-elle être envisagée ?*

**Réponse du maître d'ouvrage :**

L'approche différenciée entre avec et sans merlon démontre toutefois une efficacité de ce dispositif.

De manière générale, l'efficacité d'un écran acoustique reste limité à 15dB maximum. Par conséquent, ce n'est pas la nature de l'aménagement qui détermine la résultante, pour exemple, un autre dispositif comme le mur acoustique peut-être équivalent à un merlon.

L'étude acoustique a permis de déterminer la hauteur du talus en corrélant l'optimisation de la performance d'atténuation sonore à la bonne intégration paysagère du dispositif dont la hauteur est maîtrisée et associée à un écran végétal.

Il est également possible de considérer le scénario probable de la reconversion du parc de véhicules thermiques vers l'électrique engendreront une baisse des niveaux de bruits routiers.

**Commentaires du CE :**

Je prends acte de la réponse technique concernant le merlon.

Pour ce qui est de la reconversion du parc de véhicules techniques vers l'électrique, le processus est certes engagé mais s'étalera dans le temps. Il en est de même pour les autres hypothèses retenues dans la conclusion de l'étude environnementale, en dehors de leur caractère aléatoire.

**Question n°5**

Le projet prévoit le prolongement du merlon existant pour l'ensemble de la bordure Ouest de la parcelle le long de la RD 515 selon un axe Nord/Sud. Il n'est pas évoqué, dans le dossier, la possibilité d'un retour de l'ouvrage au sud de la zone selon un axe Est/Ouest, cette fois.

*L'étude de cet aménagement complémentaire est-il envisageable, en sachant qu'il serait vraisemblablement de nature à limiter la propagation de nuisances dans la ZAC, notamment en cas de vent venant du Sud ?*

**Réponse du maître d'ouvrage :**

Le prolongement du merlon existant sur tout le linéaire de contact est prévu dès la 1<sup>ère</sup> tranche. Cet ouvrage complet se réalisera dans la continuité de la bande de maisons existante de la Rue des Longs Champs. Le merlon se retourne en perpendiculaire au niveau de la zone commerciale afin d'atténuer un maximum le bruit.

**Commentaires du CE :**

Je prends acte de la réponse du maître d'ouvrage qui intégrera, dans son projet, un retour du merlon.

**Question n°6**

La MRAe a formulé une recommandation, en matière de santé humaine, sur les impacts des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique. À la lecture du dossier, on constate l'absence d'avis rendu par l'ARS qui aurait pu contribuer à notre éclairage sur ce sujet.

*Le dossier a-t-il été transmis, pour avis, à l'Agence Régionale de Santé Normandie ? Si non, pour quelles raisons ?*

**Réponse du maître d'ouvrage :**

En application des articles L.132-7 et 132-9 du code de l'urbanisme, l'Agence Régionale de Santé Normandie n'est pas une Personne Publique Associée (PPA) ni une personne publique qui peut être consultée à sa demande. La procédure de révision allégée n°1 a été correctement menée en saisissant les PPA visée à l'article L. 132-7.

Toutefois, l'ARS peut être consultée à discrétion de la MRAe ou de la DDTM.

**Commentaires du CE :**

Je prends acte de la réponse du maître d'ouvrage.

**Question n°7**

La surface de la ZAC de la clôture est d'environ 12 ha et le projet prévoit d'accueillir 210 logements avec une bande de recul ramenée de 75 m à 40 m.

*Si la bande de recul était maintenue à 75 m quelles seraient les conséquences en ce qui concerne la réduction de la surface urbanisée et du nombre de logements construits ?*

**Réponse du maître d'ouvrage :**

L'objectif de la modification est précisément de réduire le recul défini *a priori* par le code de l'urbanisme.

Considérant, qu'un projet se conçoit de manière globale, limiter le projet au strict trait



de périmètre de retrait à 40 m ne peut se réaliser sans une incidence sur la composition générale du projet d'aménagement. Cela ne permet pas de décompte de façon cohérente du nombre de logements qui sont situés dans l'emprise des 35 m de recul.

En effet, la partie foncière disponible étant réduite, les réalisations paysagères et techniques pourraient être remises en cause :

- la réalisation du merlon paysager ne serait plus une obligation, ce qui aggraverait la situation des habitants actuels autour de la ZAC et les futurs habitants de La Clôture qui se trouveraient dépourvus de dispositif de lutte contre le bruit,

- la coulée verte principale majeure qui est située au cœur du projet serait abandonnée : elle a été pensée comme le poumon vert du quartier support de circulations douces sécurisées, de lieux de promenade et créant une transition entre le merlon et les premiers logements. Cet espace n'existait pas dans le projet initial : il a été demandé par la municipalité actuelle justement pour valoriser les espaces verts dans le nouveau quartier,

- la densité serait plus forte dans l'espace urbanisable restant au-delà des 75 m de retrait depuis la RD 515. Dans un souci évident d'équilibre architectural de la conception du nouveau quartier, la sur densification n'est pas souhaitable. Cela créerait des îlots bâtis fermés sur eux-mêmes, peu agréables à vivre. L'intérêt de trouver une densité juste comme le porte le projet est notamment de créer une couture avec les quartiers pavillonnaires existants en proposant des formes nouvelles de constructions et de logements : des pavillons, des maisons en bande ou encore des logements intermédiaires viendront proposer une diversification des offres de logements neufs à Bénouville et répondre à une demande de la population pour ces formes relativement dense et compacte parfaitement accordées avec les pavillons alentours.

La commune ne souhaite pas augmenter les hauteurs de construction de cette partie de la commune afin de respecter la nature des constructions existantes et l'histoire architecturale de Bénouville. De plus si les logements sont en hauteur ils seront encore plus soumis au bruit.

#### **Commentaires du CE :**

Je prends acte de la réponse apportée à cette question et constate que la SHEMA et la commune de Bénouville (rédacteurs de la réponse) n'envisagent pas actuellement de reconsidérer leur projet, comme leur a pourtant recommandé la MRAe.

Le respect d'une bande de recul de 75 m et non de 40 m représente un "manque à urbaniser" qui n'est pas contestable (et qui n'est d'ailleurs pas quantifié dans la réponse), mais la surface de la ZAC de la clôture est d'environ 12 ha, ce qui laisse la possibilité de conduire un projet encore très important.

Pour ce qui est du nombre de logements, il ne serait pas envisagé d'en réduire le nombre et on annonce, en conséquence, une densité plus forte.

Enfin, il est indiqué que le respect de la bande de recul de 75 m aurait pour autre conséquence la non-réalisation d'un merlon.

Il n'est inutile de rappeler que l'étude acoustique fait ressortir un niveau sonore de l'ordre de 74dB en bordure de parcelle et sans protection.

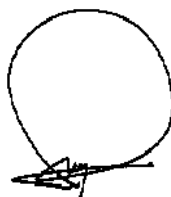
L'Organisation Mondiale de la Santé fixe à **53 dB le seuil de niveaux sonores à partir desquels le bruit routier provoque des effets néfastes sur la santé**. Ce qui veut bien dire que la réalisation d'un ouvrage de protection reste indispensable quel que soit le dimensionnement de la bande de recul.

## 7 – LA CLÔTURE DU RAPPORT

Ce jour, j'ai clôturé mon rapport. Il est destiné à Monsieur le Président de la Communauté urbaine Caen-la-mer, autorité organisatrice de l'enquête.

Le rapport d'enquête (Partie I) ainsi que mes conclusions et mon avis motivé (Partie II), accompagnés des registres d'enquête, sont remis contre récépissé au porteur du projet.

Caen, le 2 janvier 2023

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' or 'Q' shape with a horizontal stroke at the bottom.

Jean-Claude THOMAS  
Commissaire enquêteur

Le présent rapport et ses annexes, ainsi que mes conclusions et mon avis motivé sont transmis, par mes soins, à Monsieur le Président du Tribunal administratif de Caen.

## 8 – LES ANNEXES

### 8.1. L'arrêté n° A – 2022-073



**ARRETE DU PRESIDENT**  
N°A-2022-073

#### **BÉNOUVILLE – REVISION ALLEGEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME ARRETE DE MISE A ENQUETE PUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE**

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-31 à L.153-34, L. 153-8 et L.153-11 du code de l'urbanisme,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bénouville approuvé le 10 janvier 2011 par le conseil municipal,

VU la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bénouville approuvée le 14 octobre 2013 par le conseil municipal,

VU la mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bénouville approuvée le 27 décembre 2016 par le conseil municipal,

VU la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bénouville approuvée le 28 mars 2018 par le conseil municipal,

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2016 portant création de la communauté urbaine Caen la mer au 1<sup>er</sup> janvier 2017 emportant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la communauté urbaine,

VU la délibération du 28 janvier 2021 du conseil communautaire engageant la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bénouville,

VU la délibération en date du 30 juin 2022 arrêtant et tirant le bilan de la concertation de la procédure de révision allégée n°1 en conseil communautaire,

VU la décision du tribunal administratif de Caen n°E22000053/14 en date du 13 septembre 2022 désignant Monsieur THOMAS Jean-Claude en qualité de commissaire enquêteur,

VU les pièces du dossier de révision allégée n°1 soumis à enquête publique.

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il sera procédé à l'enquête publique au projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bénouville.

Objet de l'enquête publique :

- Modification du retrait obligatoire de 75 mètres le long de la RD 515 (classée voie à grande circulation).

**ARTICLE 2 :** L'enquête publique se tiendra du **Lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10h00) au Vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16h30).**

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté urbaine pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

Mairie de Bénouville – 1 Avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE

- Lundi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 18h30
- Mardi, mercredi, jeudi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 17h30
- Vendredi : 10h00 – 12h00 / 14h00 – 16h30

Siège de la communauté urbaine Caen la mer – 16 rue Rosa Parks - 14000 – CAEN

- Du Lundi au Jeudi de 8h30 à 17h30
- Le Vendredi de 8h30 à 16h30

Le public devra se soumettre, le cas échéant, aux mesures barrières mises en œuvre sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête publique en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur le site internet de la mairie de Bénouville (<http://www.mairie-benouville.fr>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>. Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté urbaine Caen la mer.

Deux registres d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront ouverts et tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer.

La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.

Les observations pourront être adressées :

- Par écrit : Un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer.
- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>.
- Par mail, à l'adresse suivante : [enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr).
- Par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville - 1 Avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le **Vendredi 2 décembre 2022, à 16h30.**

*L'utilisateur n'est pas tenu d'inscrire ses données personnelles sur le registre d'enquête. Dans ce cas, sa contribution sera anonyme. Lorsque l'utilisateur inscrit son nom(s), prénom(s), adresse, numéro(s) de téléphone, courriel ou tout autre type de donnée permettant de l'identifier*

personnellement, la collectivité les transmet au commissaire enquêteur et doit les reporter telles quelles sur le registre papier en mairie, à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer ou sur le registre dématérialisé.

Le responsable de ce traitement est le Président de communauté urbaine Caen la mer. Les données sont conservées 1 mois (2 mois pour l'enquête publique jusqu'à remise de l'avis du commissaire enquêteur et 12 mois pour la mise à disposition). Conformément à la loi informatique et libertés, l'usager peut demander la modification ou la suppression de ses données personnelles par courriel à l'adresse : [dpo@caenlamer.fr](mailto:dpo@caenlamer.fr).

**ARTICLE 3 :** Monsieur Jean-Claude THOMAS, cadre bancaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Caen. Il procédera en cette qualité aux dispositions prescrites par le présent arrêté. Il recevra en mairie de Bénouville (1 avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 31 octobre 2022, de 10h00 à 12h00,
- Samedi 12 novembre 2022, de 10h00 à 12h00 (permanence mensuelle de Mme le Maire),
- Mercredi 23 novembre 2022, de 14h00 à 17h30,
- Vendredi 2 décembre 2022, de 14h00 à 16h30.

**ARTICLE 4 :** Un avis au public faisant connaître les dates d'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département, Ouest France et Liberté Le Bonhomme Libre. Cet avis sera affiché à la mairie de Bénouville ainsi qu'au siège de la communauté urbaine, et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>.

Une copie de l'avis publié dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

L'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme est la communauté urbaine Caen la mer. A l'issue de l'enquête publique, le dossier du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé en conseil communautaire.

**ARTICLE 5 :** A l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à Monsieur le Président de la communauté urbaine Caen la mer et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

**ARTICLE 6 :** La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au Maire de Bénouville et au Préfet du Département du Calvados. Le public pourra les consulter à mairie de Bénouville (1 avenue du 5 juin 1944 – 14970 – BÉNOUVILLE) et au siège de la communauté urbaine Caen la mer (16 rue Rosa Parks - 14000 – CAEN) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur le site internet des deux collectivités, pendant 1 an (une fois celui de Caen la mer rétabli suite à la cyber-attaque survenue le 27 Septembre 2022).

**ARTICLE 7 :** La procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a nécessité une évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

**ARTICLE 8 :** La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Président de la communauté urbaine Caen la mer pour le Plan Local d'Urbanisme. Des informations peuvent également être demandées à Mme le Maire de Bénouville par voie postale.

**ARTICLE 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée au commissaire enquêteur.


**ARTICLE 10 :** Monsieur le Directeur général des services de la Communauté urbaine Caen la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Président.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivants la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Caen, le **12 OCT. 2022**

Transmis à la Préfecture le **12 OCT. 2022**  
Identifiant de l'acte  
Affiché le **12 OCT. 2022**  
Exécutoire le **12 OCT. 2022**  
Notifié le

Le Président  
  
JOËL BRUNEAU

PREFECTURE DU CALVADOS  
12 OCT. 2022  
COURRIER



## 8.2. Les insertions dans la presse – premiers avis

Liberté Le bonhomme libre – 13 octobre 2022

LIBERTÉ  
JEUDI 13 OCTOBRE 2022  
actu.fr/liberte-caen 57

7305530101 - AA

### COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER

#### Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme

##### 1er AVIS

Par arrêté n° A-2022-073, le président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bénouville.

L'enquête publique se tiendra du lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10 h 00) au vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté Urbaine pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

Mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville :

- Lundi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 30
- Mardi, mercredi, jeudi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 17 h 30
- Vendredi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 30

Siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer, 16, rue Rosa Parks, 14000 Caen :

- Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30
- Le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30

Le public devra se soumettre, le cas échéant, aux mesures barrières mises en œuvre sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête publique en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté Urbaine Caen la Mer.

Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur le site internet de la mairie de Bénouville (<http://www.mairie-benouville.fr>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'hôtel de la Communauté Urbaine Caen la Mer.
- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>
- Par mail, à l'adresse suivante : [enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr)
- Par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 2 décembre 2022, à 16 h 30.

M. Jean-Claude THOMAS, cadre bancaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bénouville (1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 31 octobre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00,
- Samedi 12 novembre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00 (permanence mensuelle de Mme la Maire),
- Mercredi 23 novembre 2022, de 14 h 00 à 17 h 30,
- Vendredi 2 décembre 2022, de 14 h 00 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté Urbaine Caen la Mer et à M. le Président du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au maire de Bénouville et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bénouville (1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville) et au siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer (16, rue Rosa Parks, 14000 Caen) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an (une fois celui de Caen la Mer rétabli suite à la cyberattaque survenue le 27 septembre 2022).

La procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a nécessité une évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la Communauté Urbaine Caen la Mer pour le Plan Local d'Urbanisme. Des informations peuvent également être demandées à Mme la Maire de Bénouville par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le conseil communautaire.

Ouest-France – 13 octobre 2022

Communauté urbaine CAEN-LA-MER

### Révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme

#### ARRÊTÉ DE MISE A ENQUETE PUBLIQUE

##### 1ER AVIS

Par arrêté n° A-2022-073, le président de la communauté urbaine Caen-la-Mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme de Bénouville.

L'enquête publique se tiendra du lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10 h 00) au vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan local d'urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la communauté urbaine Caen-la-Mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

Mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville :

- Lundi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 30,
- mardi, mercredi, jeudi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 17 h 30,
- vendredi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 30.

Siège de la communauté urbaine Caen-la-Mer, 16, rue Rosa Parks, 14000 Caen :

- du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30,
- le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Le public devra se soumettre, le cas échéant, aux mesures barrières mises en œuvre sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête publique en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la communauté urbaine Caen-la-Mer.

Le projet de révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur le site internet de la mairie de Bénouville (<http://www.mairie-benouville.fr>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'hôtel de la communauté urbaine Caen-la-Mer,
- par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>
- par mail, à l'adresse suivante : [enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr)
- par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 2 décembre 2022, à 16 h 30.

M. Jean-Claude Thomas, cadre bancaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bénouville (1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville) les observations orales et écrites des intéressés :

- lundi 31 octobre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00,
- samedi 12 novembre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00 (permanence mensuelle de Mme la Maire),
- mercredi 23 novembre 2022, de 14 h 00 à 17 h 30,
- vendredi 2 décembre 2022, de 14 h 00 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la communauté urbaine Caen-la-Mer et à M. le Président du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au maire de Bénouville et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bénouville (1, avenue du 5 juin 1944, 14970 Bénouville) et au siège de la communauté urbaine Caen-la-Mer (16, rue Rosa Parks, 14000 Caen) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an (une fois celui de Caen-la-Mer rétabli suite à la cyberattaque survenue le 27 septembre 2022).

La procédure de révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme a nécessité une évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la communauté urbaine Caen-la-Mer pour le Plan local d'urbanisme. Des informations peuvent également être demandées à Mme la Maire de Bénouville par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le conseil communautaire.



## 8.2. Les insertions dans la presse – seconds avis

Liberté Le bonhomme libre – 3 novembre 2022

### Avis administratif

7305530401 - AA

**COMMUNAUTÉ URBAINE  
CAEN LA MER**

#### Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme 2ème AVIS

Par arrêté n° A-2022-073, le président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bénouville.

L'enquête publique se tiendra du lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10 h 00) au vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

Mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville :

- Lundi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 18 h 30  
- Mardi, mercredi, jeudi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 17 h 30  
- Vendredi : 10 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 30

Siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen :

- Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30  
- Le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30

Le public devra se soumettre, le cas échéant, aux mesures barrières mises en œuvre sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête publique en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté Urbaine Caen la Mer.

Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur le site internet de la mairie de Bénouville (<http://www.mairie-benouville.fr>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'hôtel de la Communauté Urbaine Caen la Mer.

- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>

- Par mail, à l'adresse suivante : [enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr)

- Par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 2 décembre 2022, à 16 h 30.

M. Jean-Claude THOMAS, cadre bancaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bénouville (1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 31 octobre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00,  
- Samedi 12 novembre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00 (permanence mensuelle de Mme le Maire),  
- Mercredi 23 novembre 2022, de 14 h 00 à 17 h 30,  
- Vendredi 2 décembre 2022, de 14 h 00 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête pré-

vue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté Urbaine Caen la Mer et à M. le Président du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au maire de Bénouville et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bénouville (1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville) et au siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer (16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an (une fois celui de Caen la Mer rétabli suite à la cyberattaque survenue le 27 septembre 2022).

La procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a nécessité une évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la Communauté Urbaine Caen la Mer pour le Plan Local d'Urbanisme. Des informations peuvent également être demandées à Mme le Maire de Bénouville par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le Conseil Communautaire.

**ANNONCES  
LEGALES  
par téléphone  
02 99 26 42 00**

Ouest France – 3 novembre 2022

#### COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER Révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme **ARRÊTÉ DE MISE À ENQUÊTE PUBLIQUE**

Par arrêté n° A-2022-073, le président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme de Bénouville.

L'enquête publique se tiendra du lundi 31 octobre 2022 (à partir de 10 h 00) au vendredi 2 décembre 2022 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bénouville est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan local d'urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bénouville et au siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

Le dossier pourra également être consulté sur le site internet de la mairie de Bénouville (<http://www.mairie-benouville.fr>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bénouville et à l'hôtel de la Communauté Urbaine Caen la Mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessus ; le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Bénouville.

- Par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/4267>

- Par mail, à l'adresse suivante : [enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4267@registre-dematerialise.fr)

- Par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bénouville, 1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 2 décembre 2022, à 16 h 30. M. Jean-Claude THOMAS, cadre bancaire retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bénouville (1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 31 octobre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00,  
- Samedi 12 novembre 2022, de 10 h 00 à 12 h 00 (permanence mensuelle de Mme le Maire),  
- Mercredi 23 novembre 2022, de 14 h 00 à 17 h 30,  
- Vendredi 2 décembre 2022, de 14 h 00 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté Urbaine Caen la Mer et à M. le Président du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au maire de Bénouville et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bénouville (1, avenue du 5 Juin 1944, 14970 Bénouville) et au siège de la Communauté Urbaine Caen la Mer (16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen) aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an (une fois celui de Caen la Mer rétabli suite à la cyberattaque survenue le 27 septembre 2022).

La procédure de révision allégée n°1 du Plan local d'urbanisme a nécessité une évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la Communauté Urbaine Caen la Mer pour le Plan local d'urbanisme.

Des informations peuvent également être demandées à Mme le Maire de Bénouville par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le Conseil Communautaire.

### 8.3. Les certificats d'affichage (Mairie de Bénouville et Siège de Caen la mer)



#### **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussignée Clémentine LE MARREC, Maire de Bénouville

#### **CERTIFIE**

Que l’avis d’enquête publique concernant la révision allégée N° 1 du Plan Local d’Urbanisme de Bénouville ayant pour objet la modification du retrait obligatoire de 75 mètres le long de la RD 515 a fait l’objet d’un affichage régulier pendant toute la durée de l’enquête dans les panneaux prévus à cet effet à compter du 31 octobre 2022 jusqu’au 02 décembre 2022.

Cet affichage a été mis en place le 12 octobre 2022.

Fait à Bénouville, le 7 décembre 2022

 La Maire,  
Clémentine LE MARREC

Mairie de Bénouville – Place de la Libération – 14970 BENOUVILLE  
Tél : 02.31.44.62.01 • Fax : 02.31.44.83.44 •  
[www.mairie-benouville.fr](http://www.mairie-benouville.fr) - [contact@mairie-benouville.fr](mailto:contact@mairie-benouville.fr)

### **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Je soussigné, M. Michel LAFONT, Vice-Président de la Communauté Urbaine Caen la mer Normandie, CERTIFIE avoir fait afficher le 13/10/2022 au siège de la Communauté Urbaine l'avis d'enquête publique relatif à la révision allégée n°1 du PLU de Bénouville, et de l'avoir maintenu jusqu'à la clôture de l'enquête le 02 Décembre 2022.

Fait à CAEN, le 05/12/2022

Pour le président et par délégation,  
Le Vice-Président



Caen la mer  
NORMANDIE  
COMMUNAUTÉ URBAINE  
Michel LAFONT


M. Michel LAFONT

#### 8.4. Le récépissé du procès-verbal de synthèse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département du Calvados  
Communauté urbaine Caen la mer

\*\*\*\*\*

**Projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la commune de Bénouville**




**ENQUÊTE PUBLIQUE**  
du lundi 31 octobre 2022 au vendredi 2 décembre 2022  
**Procès-verbal de synthèse**

Pétitionnaire pour ce projet : Monsieur le Président de la Communauté urbaine Caen la mer

Document remis le vendredi 9 décembre 2022

À : Bénouville

Signature *Blanche Nolani*

  
**Caen la mer**  
NORMANDIE  
COMMUNAUTÉ URBAINE

1

Enquête publique n°E22000053/14 – Révision allégée n°1 du PLU de Bénouville